

## Chapitre 3.

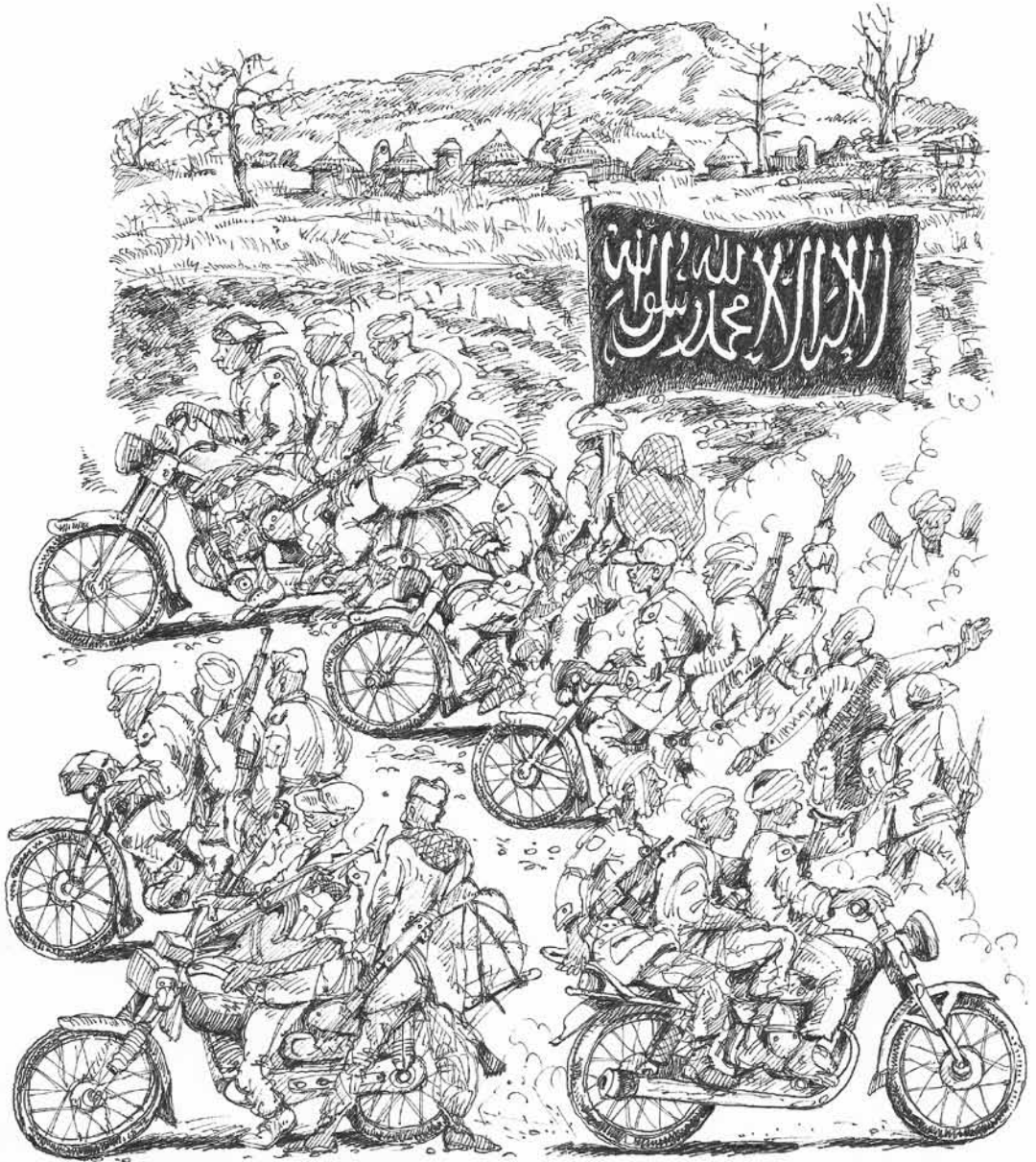
# L'émergence de Boko Haram et la diffusion progressive du conflit\*

### CE QU'IL FAUT RETENIR

Secte islamiste devenue mouvement de lutte armée, Boko Haram s'est d'abord développé au Nigeria avec des bases arrière dans les pays voisins. À partir de 2014-2015, le théâtre d'opération des insurgés s'est étendu au Cameroun, puis au Niger et au Tchad, de pair avec la mise en place d'une coalition antiterroriste. Très fragmenté, le groupe s'est alors replié dans les maquis de la région en continuant de mener des attaques, notamment à travers des attentats suicides. Sa capacité de résilience interroge directement les causes de l'insurrection. L'explication du conflit par le changement climatique n'est guère probante, pas plus que la thèse de l'endoctrinement salafiste, qui a joué un rôle très marginal dans la poursuite des hostilités. Bien que majoritairement composé de Kanouris, Boko Haram n'est pas non plus un front de libération ethnique. Dans un contexte de grande pauvreté, il convient plutôt de s'intéresser aux conditions sociales et politiques de son émergence et de sa radicalisation. La corruption, les dysfonctionnements de l'État, la brutalité de la répression militaire et les dégâts qu'elle a causés dans la population civile ont été des facteurs essentiels de l'insurrection et de son prolongement.

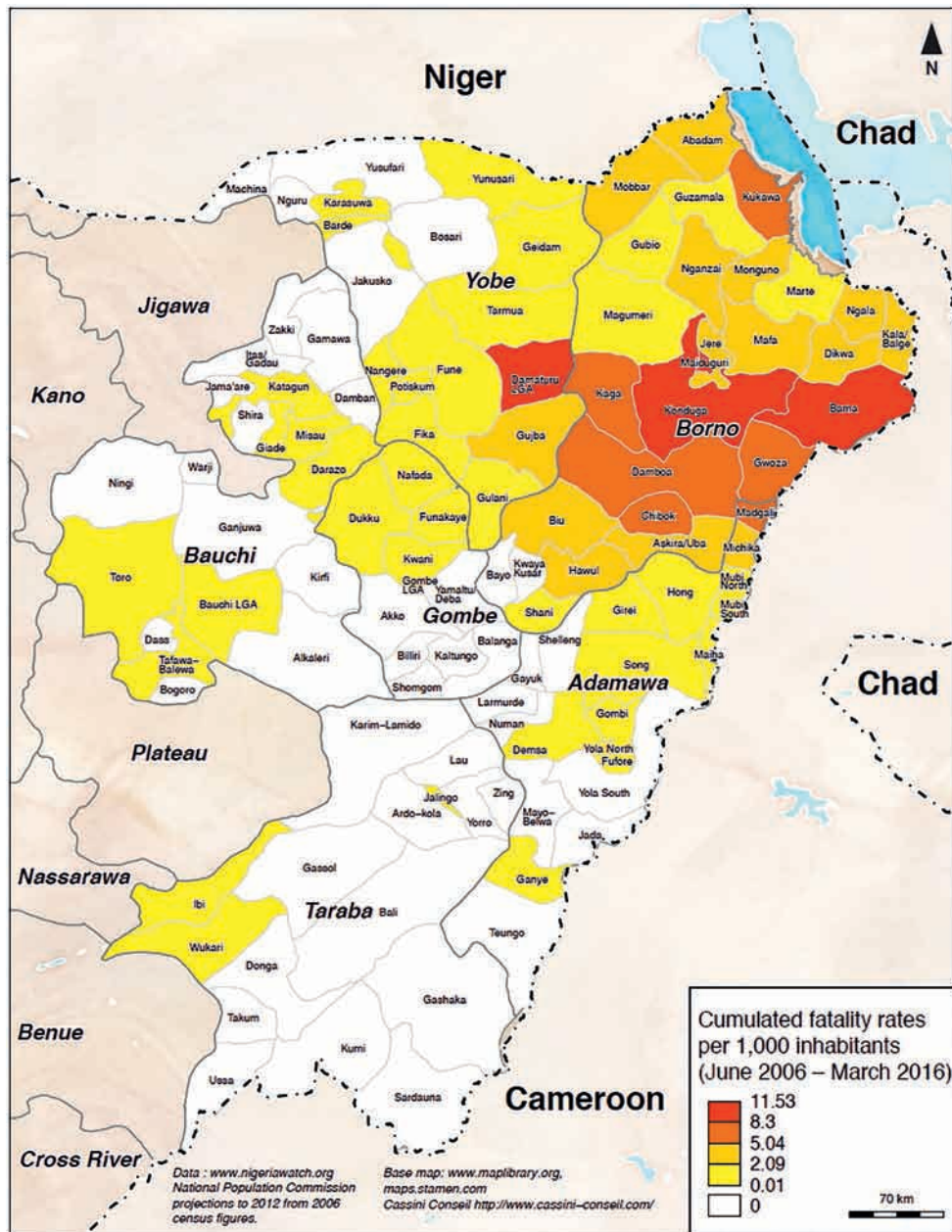
Dans une région déjà très vulnérable, l'insurrection de Boko Haram à partir de 2009 a mis en évidence la faiblesse des États des quatre pays riverains du lac. Elle n'a pas suivi une évolution linéaire et a vraiment commencé à s'étendre du Nigeria vers le Cameroun puis le Niger et le Tchad à partir de 2014-2015. Le conflit a eu des effets désastreux pour la population et les activités économiques. Il a également nourri de grandes controverses sur les causes de l'insurrection, avec des débats qui ont parfois inspiré les agendas des réponses militaires et humanitaires de la communauté internationale.

.....  
\* Auteur : Marc-Antoine Pérouse de Montclos.



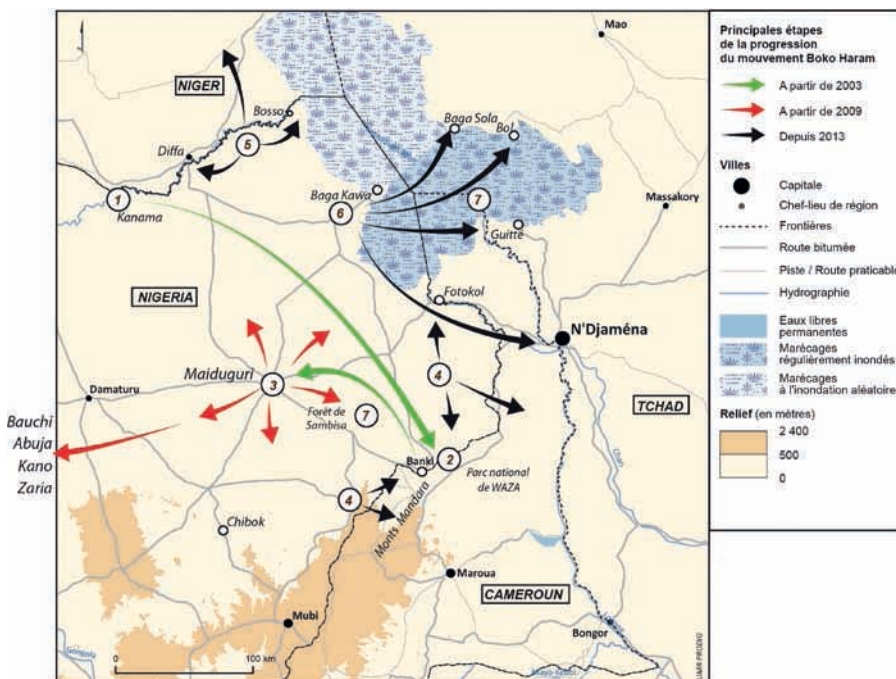
*Combattants de Boko Haram à moto dans les Monts Mandara.*

Carte 10. Taux cumulés de décès pour 1 000 habitants résultant directement des affrontements entre Boko Haram et les forces de sécurité dans le Nord-Est du Nigeria (2006-2016)



Sources : M.-A. Pérouse de Montclos, IRD, <http://www.nigeria-watch.org>

Carte 11. Les principales étapes de la progression du mouvement Boko Haram (2003-2017)



Sources : M.-A. Pérouse de Montclos, IRD, <http://www.nigeriawatch.org>

- Les principales étapes militaires de la progression du mouvement Boko Haram (2003-2017)
- ① 2003 : basés à Kanama sur la frontière du Niger, les « Talibans du Nigeria » attaquent des postes de police puis fuient l'armée en direction des Monts Mandara au Cameroun.
  - ② 2004 : pourchassés par l'armée, les « Talibans du Nigeria » rejoignent le prêcheur le plus radical de Maiduguri, Mohamed Yusuf, et forment le noyau le plus extrémiste d'une secte qui n'a pas encore de nom et que l'on moquera ensuite sous l'appellation péjorative de Boko Haram (« l'Education occidentale est sacrilège »).
  - ③ 2009 : à la suite des escarmouches avec les forces de l'ordre, Mohamed Yusuf appelle au djihad et est exécuté sans autre forme de procès par la police. L'armée intervient et la répression fait un millier de morts à Maiduguri, dont une majorité de civils. Sous l'égide de son nouveau leader Abubakar Shekau, le groupe plonge alors dans la clandestinité et étend son rayon d'action au Nigeria avec des attentats terroristes et des attaques retentissantes à Bauchi en 2010, Abuja en 2011, Kano en 2012 et Zaria en 2014.
  - ④ Depuis 2013 : tandis que la proclamation d'un état d'urgence exacerbe la violence dans les campagnes des États du Borno, de Yobe et de l'Adamawa au Nigeria, l'accord de non-agression mutuelle qui prévalait à la frontière du Cameroun est rompu avec l'enlèvement d'une famille française dans la réserve naturelle de Waza. Les otages sont échangés contre des commandants de Boko Haram aux mains des forces camerounaises. Les insurgés multiplient bientôt leurs attaques dans les Monts Mandara.
  - ⑤ Depuis 2015 : de pair avec la mise en place d'une coalition antiterroriste, la situation se dégrade au Niger, où Boko Haram vise essentiellement Diffa, Bossou et les petits villages le long de la rivière Komadougou.
  - ⑥ Depuis 2015 : le Tchad est à son tour touché par la secte. Déjà présents sur les îles du lac, les combattants de Boko Haram montent des attentats-suicides à Ndjamenéna, Guitté, Bo et Baga Sola.
  - ⑦ Depuis 2017 : la secte continue de se fragmenter. Ses deux principales factions opèrent depuis la forêt de Sambisa et les marécages du lac Tchad.

## 1. L'évolution et l'extension du conflit : 2003-2017

Le conflit lié au djihad de Boko Haram n'a pas eu des effets uniformes dans le temps et dans l'espace. Dans le Nord-Est du Nigeria, le Borno a indéniablement été l'État le plus impacté par les affrontements (cf. carte 10). Le Tchad, en revanche, a été le moins touché des quatre pays riverains du lac, deux ans après le Cameroun puis le Niger. L'encadré 8 résume quelques-unes des caractéristiques de la secte Boko Haram depuis qu'elle est entrée dans la clandestinité et qu'elle est devenue un groupe terroriste.

En 2003-2004, l'histoire de Boko Haram a démarré à Kanama, le long de la frontière du Niger, puis dans les monts Mandara, au Cameroun, avec des djihadistes appelés les « Talibans du Nigeria » (cf. carte 11). Pourchassé par l'armée nigériane, le groupe a rejoint un prêcheur radical de Maiduguri, Mohamed Yusuf. Originaire du Yobe, celui-ci a alors développé la mouvance connue aujourd'hui sous le nom de Boko Haram, un sobriquet donné par les autochtones à partir de 2006, puis par les journalistes locaux au moment de la première grande confrontation avec les forces de sécurité nigérianes, en 2009. La violence a ensuite pris l'ampleur d'une guerre civile avec la proclamation d'un état d'urgence dans les États dits BYA (Borno, Yobe et Adamawa) en 2013, puis le déploiement des troupes de la coalition multinationale (*Multinational Joint Task Force* – MNJTF) à partir de 2015.

Il convient cependant de noter que, dès ses débuts, Boko Haram avait quelques adeptes au Niger, au Tchad et au Cameroun. Jusqu'en 2014, les pays voisins du Nigeria étaient préservés des combats car ils servaient de base arrière aux insurgés, qui avaient passé une sorte de pacte de non-agression mutuelle avec les autorités locales. Ainsi, on assistait en 2015 à une extension de l'aire d'opération militaire de Boko Haram, mais pas de l'influence de la secte, en tant que telle. Ce point, extrêmement important, amène à admettre que le groupe a su très tôt s'insérer dans les populations et les conflits des pays riverains du lac pour y recruter des fidèles. Au-delà des récits médiatiques sur le fractionnement de la secte suivant des clivages idéologiques, il apparaît donc qu'il n'y a pas un seul Boko Haram mais au moins quatre, suivant les différentes dynamiques locales qui ont déterminé le développement de l'insurrection au Nigeria, au Niger, au Tchad et au Cameroun.

**Encadré 8**

**Boko Haram, de la secte au mouvement terroriste**

Né vers 2003 en pays kanouri dans la région frontalière du Borno, à l'extrême Nord-Est du Nigeria, aux confins de la République du Niger, du lac Tchad et du Nord du Cameroun, Boko Haram était d'abord une secte qui n'avait pas de nom, et qui s'est caractérisée par son intransigeance à l'égard des autres musulmans. Installé dans la ville nigériane de Maiduguri, son fondateur et leader spirituel, Mohamed Yusuf, réclamait l'instauration d'un État islamique, en vue d'appliquer correctement sa version intégriste de la charia. Le jeune prédicateur avait initialement suivi les enseignements d'un mouvement d'inspiration wahhabite, apparu dans la région en 1978 et parfois qualifié d'« éradicateur » *izala* en raison de son nom officiel : la « Société pour l'éradication des innovations maléfiques et le rétablissement de l'orthodoxie » (*Jama'at Izalat al-Bida wa Iqamat al-Sunna*). Vers 2005, Mohamed Yusuf rompit avec ce groupe, l'accusant de s'être compromis avec les dirigeants corrompus de l'État nigérian. Pour leur part, les Izala répudièrent le leader de Boko Haram car ce dernier n'avait pas les diplômes requis par l'Arabie saoudite pour enseigner l'islam.

La secte bascula ensuite dans la clandestinité et le terrorisme, après l'exécution extrajudiciaire de Mohamed Yusuf par la police nigériane, en 2009. Reprise en main par un imam autoproclamé, Abubakar Shekau, la « Congrégation des Compagnons du Prophète pour la propagation de la tradition sunnite et la guerre sainte » (*Jama'atu Ablis-Sunnah Lidda'awati Wal Jibad*) est aujourd'hui plus connue sous le nom de Boko Haram (« l'éducation d'inspiration occidentale est un sacrilège »), sobriquet qu'elle récuse. Avec la proclamation d'un état d'urgence et l'établissement de milices paragouvernementales en 2013, le groupe a commencé à massacrer des civils pour les dissuader de collaborer avec les forces de sécurité. Parallèlement, il s'est criminalisé et a viré au brigandage en attaquant des banques, en rançonnant les commerçants et en kidnappant des notables ou les rares expatriés encore présents dans la zone. Privé de chef charismatique depuis la disparition de Mohamed Yusuf, il s'est également fractionné, certains de ses éléments contestant la brutalité d'Abubakar Shekau, lui reprochant de tuer essentiellement des musulmans. Dès 2012, apparaissait ainsi une dissidence appelée *Ansaru* ou, de son nom complet, la « Communauté des défenseurs des musulmans noirs » (*Jama'at Ansar Al Muslimin Fi Bilad al-Sudan*). Tandis que se mettait en place une coalition antiterroriste internationale avec les forces armées du Nigeria, du Tchad, du Niger et du Cameroun, début 2015, une partie des combattants de Boko Haram prêtait allégeance à l'organisation État islamique (souvent désignée par son acronyme arabe, Daech), se faisant désormais appeler « Province de l'État islamique en Afrique de l'Ouest » (*Wilayat Gharb Ifriqiyyah*).

### 1.1. De la période de prédication jusqu'à l'état d'urgence : 2003-2013

L'influence de Mohamed Yusuf ne s'est pas limitée à Maiduguri et à l'arrière-pays bornouan dans une région aux frontières poreuses. Sous la forme de prêches, de tracts ou d'incursions armées, il en existait des traces au Cameroun et au Niger, dès avant l'exécution extrajudiciaire du fondateur de la secte, en 2009. En 2003, les djihadistes, connus sous le nom de Talibans du Nigeria, étaient ainsi apparus à Kanama, sur la frontière du Niger, avant d'être poursuivis par l'armée, de se réfugier dans les monts Mandara au Cameroun puis de se fondre dans le paysage et de rejoindre le prédicateur le plus véhément de Maiduguri, Mohamed Yusuf, à qui ils prêtèrent allégeance. Celui-ci eut le plus grand mal à les contrôler et fut plusieurs fois arrêté par les autorités. En effet, les Talibans du Nigeria avaient des ambitions panislamiques dépassant très largement le cadre de l'État du Borno. Ils allèrent, par exemple, attaquer des commissariats de police à Kano, peu avant les élections générales de 2007.

À l'époque, Mohamed Yusuf n'est pas du tout dans la clandestinité. Prêcher renommé, il agit ouvertement et est sous l'influence d'un mouvement d'inspiration salafiste wahhabite qui est apparu au Nigeria en 1978, et qui est parfois qualifié d'« éradicateur » en raison de son nom officiel : la Société pour l'éradication des innovations maléfiques et le rétablissement de l'orthodoxie (*Jama'at Izalat al-Bida wa Iqamat al-Sunna*). Mohamed Yusuf est toutefois plus radical et virulent. Alors que les Izala acceptent d'aller voter et soutiennent des candidats aux élections, il rejette entièrement le modèle d'une démocratie parlementaire, héritée de la colonisation, importée d'Occident et accusée de pervertir l'âme des musulmans car elle promeut un gouvernement par et pour le peuple, plutôt qu'un califat<sup>79</sup>. Le leader de Boko Haram tire ainsi sa popularité de sa dénonciation de la corruption des élites nigérianes. Hostile aux confréries soufies, dominantes dans la région, il conforte également sa légitimité religieuse en prétendant avoir une stature internationale et en faisant référence à la doctrine de salafistes étrangers, comme le grand mufti d'Arabie saoudite, Abd al-Aziz Bin Baz, pour qui la charia ne pouvait sanctionner le principe du suffrage universel qu'à partir du moment où le gouvernement obéissait déjà à la charia, ou bien si une élection devait permettre de renverser un régime impie.

79 Rien ne saurait mieux résumer l'opposition entre les deux mouvements que de comparer les personnalités de leurs fondateurs. Mohamed Yusuf (1970-2009) est un jeune prêcheur qui vient des campagnes du Yobe et qui n'a aucune expérience du pouvoir. Ismaila Idris Ibn Zakariyya (1937-2000) est, en revanche, un cheikh aguerri lorsqu'il fonde le mouvement Izala à Jos en 1978. Originaire de Goskorom, un petit village de l'État du Plateau, il a démarré sa carrière officielle en prêchant dans la prison de Kakurdi à Kaduna et en devenant aumônier des armées, d'abord à Ibadan en 1974, puis à Kontagora et Jos, avant d'être renvoyé de son poste en 1978 du fait de ses discours enflammés contre les confréries traditionnelles des soufis (Ben Amara, 2014, pp. 129-130).

Vers 2005, Mohamed Yusuf rompt avec les Izala, qu'il accuse de s'être compromis avec les dirigeants nigériens. Pour leur part, les Izala répudient le leader de Boko Haram parce que ce dernier n'a pas les diplômes requis par l'Arabie saoudite pour enseigner l'islam. Pendant sa phase de prédication (*dawa*), jusqu'en 2009, la secte dispose de ses propres mosquées, prêche dans les marchés, tente de ré-islamiser l'ensemble de la région et cherche à s'insérer dans les circuits de contrebande afin de financer ses activités et de disposer de bases arrières dans les pays voisins du Nigeria. À la lisière du Cameroun, le complexe d'Amchidé-Banki est typique de ces abcès de fixation qui attirent les fidèles de Boko Haram pour, tout à la fois, faire du commerce, se ravitailler, vilipender les « mauvais » musulmans et prêcher la charia dans une localité réputée pour ses débits de boissons et ses prostituées.

Les pays voisins du Nigeria acquièrent cependant une nouvelle profondeur stratégique après l'exécution extrajudiciaire de Mohamed Yusuf en 2009, quand le groupe proclame le djihad, plonge dans la clandestinité, monte ses premières opérations terroristes et étend ses attaques jusqu'à Abuja, Kano et Zaria, à partir de 2011-2012. Sous l'égide de son nouveau chef, Abubakar Shekau, la « brutalisation » de Boko Haram va de pair avec sa criminalisation. Parce qu'elle ne peut plus récolter de fonds dans ses mosquées, qui ont été détruites, la secte s'attaque alors aux banques, extorque des impôts de guerre et rackette les commerçants locaux en enlevant leurs enfants pour obtenir des rançons. En milieu rural, elle est également rejointe par des bandits armés et des voleurs de bétail qui profitent du chaos pour avoir leur part du butin. Chrétien et originaire du delta du Niger dans le Sud du Nigeria, le président Goodluck Jonathan semble incapable d'enrayer la progression du mouvement, qui contrôle plusieurs collectivités locales du Borno et du Yobe, dès 2012. Délibérément sabotées par un gouvernement peu sensible aux souffrances de populations en majorité musulmanes, les tentatives de négociation d'une amnistie échouent. Corrompue et démotivée, l'armée ne contrôle bientôt plus que les grandes villes de la sous-région.

Le conflit s'aggrave encore davantage avec la proclamation d'un état d'urgence dans les États BYA en 2013. En effet, l'armée nigérienne sort des villes et commence à bombarder les campagnes, provoquant des dégâts humains, qui sont parfaitement assumés et qui n'ont rien de « collatéraux ». Chassé de Maiduguri, Boko Haram reprend le maquis et s'installe notamment à la lisière du Cameroun dans la forêt de Sambisa, une réserve naturelle qui a d'abord servi de terrain d'entraînement à la police puis à la garde nationale du régime d'Ibrahim Babangida dans les années 1980. Autre facteur d'aggravation du conflit, l'armée nigérienne entreprend de compenser son manque de connaissance de la zone en soutenant des milices locales, les CJTF, pour débusquer les insurgés cachés au sein de la population. Le Cameroun suit bientôt avec l'apparition sur la frontière de comités de vigilance villageois qui, à défaut d'arrêter les incursions de Boko



Haram, ont surtout pour objectif d'alerter les autorités de la présence d'individus suspects.

Les insurgés cherchent alors à dissuader les paysans de rejoindre les milices paragouvernementales en démarrant une campagne de terreur et en multipliant les atrocités, quitte à se couper de leur base sociale. De leur côté, les CJTF du Nigeria et les comités de vigilance villageois du Cameroun se rendent coupables d'abus, de vols, de braconnages et de violations des droits de l'homme. La caution des autorités leur permet en effet de régler des comptes personnels, de racketter la population et de harceler les femmes. Initialement appréciés des déplacés camerounais et des réfugiés nigériens, les comités de vigilance villageois sont bientôt suspectés de connivence avec Boko Haram et voient leur popularité s'effondrer. Il en va de même de certains membres des CJTF de Maiduguri.

Au Nigeria, la différence est que les milices paragouvernementales jouent aussi un rôle très politique. En effet, elles sont les lointaines héritières des services d'ordre des partis qui, à coups de haches et de couteaux, s'étaient disputé le pouvoir à l'Indépendance, notamment à Kano avec les *Yan Banga* (« *Youth Vanguard* » en haoussa) de l'opposition face aux *Mabaukata* (« *Madmen* ») du NPC. Ainsi, les CJTF de Maiduguri ont intégré des membres du gang « *Ecomog* » qui avait permis au gouverneur du Borno de remporter les élections régionales d'avril 2003 et 2007. Elles ont également fourni des services de sécurité à son successeur qui, dans l'opposition au niveau national, était désireux de pallier les défaillances d'une police restée sous le contrôle du gouvernement de Goodluck Jonathan à Abuja. Dans le nord du Cameroun, en revanche, les comités de vigilance villageois, qui étaient issus des groupes mis en place contre les coupeurs de route, ne sont pas intervenus dans les primaires du RDPC ou les élections municipales de septembre 2013.

## ***1.2. L'internationalisation du conflit : 2014-2015***

L'internationalisation du conflit se joue à deux niveaux. Sur le plan médiatique, d'abord, avec l'enlèvement des lycéennes de Chibok, en avril 2014. Propulsée par les réseaux sociaux et le lobby de la *Christian Association of Nigeria* (CAN), l'affaire acquiert rapidement une notoriété mondiale et finit par devenir le symbole d'un conflit qui, jusque là, était largement resté ignoré du grand public. L'effet de loupe médiatique à propos de l'enlèvement des filles de Chibok en dit cependant long sur la méconnaissance de la zone. En effet, la mobilisation internationale en faveur des lycéennes, qui n'étaient en fait pas toutes chrétiennes, donne le sentiment d'un traitement différencié, en fonction de la confession des victimes, majoritairement civiles et musulmanes dans une région à dominante musulmane. Ainsi, les médias n'avaient pas évoqué l'affaire des cinquante écoliers musulmans brûlés vifs dans l'incendie

du dortoir d'un lycée de Buni Yade, attaqué peu auparavant par Boko Haram, dans l'État de Yobe, en février 2014. De même, les Kanouri du Borno ont ensuite rencontré beaucoup de difficultés pour propager, en avril 2016, la nouvelle de l'enlèvement de trois cents enfants musulmans à Damasek, en décembre 2015.

Paradoxalement, le retentissement médiatique de l'affaire de Chibok donne à Boko Haram une dimension internationale que la secte n'avait pas. Des journalistes imaginatifs spéculent notamment sur de prétendus liens avec les cartels de la drogue en Amérique latine ou les réseaux de la traite en Italie. En réalité, ce sont surtout les migrants Ibo venus du Sud qui, dans le Borno, tiennent le commerce des médicaments contrefaits et du Tramadol, un antalgique utilisé par les combattants de Boko Haram<sup>80</sup>. Au Nigeria comme au Cameroun, les trafics de drogues dures et les laboratoires d'amphétamines se concentrent dans les villes portuaires de la côte atlantique et trouvent historiquement leurs sources dans les milieux marchands ou militaires<sup>81</sup>. Avec 8 % des toxicomanes recensés au Nigeria, le Nord-Est est au contraire la région la moins touchée par le problème, selon les statistiques officielles<sup>82</sup>. Concernant les lycéennes de Chibok, aucune preuve n'établit le fait que l'une d'elles ait été revendue ou forcée de se prostituer à l'étranger. Au Nigeria, les réseaux de la prostitution internationale partent de la région de l'Edo, dans le Sud, à dominante chrétienne, et ne passent pas par le Borno, où la prostitution locale est très différente (cf. encadré 9).

.....

80 Le Tramadol peut provoquer des phénomènes de dépendance se rapprochant de ceux de la morphine. En France, ce médicament est vendu sur ordonnance et ses molécules ont la particularité de se retrouver sous forme naturelle dans un arbuste du Borno, le pêcher africain (*Sarcocephalus latifolius*). Voir aussi Bärbel, 2004, pp. 227-243.

81 Des témoignages font état de l'organisation du commerce de Tramadol par des membres des BIR depuis Maroua. Au Nigeria, le trafic d'héroïne a quant à lui été initié par des officiers de la marine nationale en stage en Inde, en 1975 (Pérouse de Montclos, 1998, p. 6).

82 NESTS (2014, p. 166), d'après des statistiques de la *National Drug Law Enforcement Agency* publiées en 2008.

**Encadré 9**

**La prostitution dans le Borno, une affaire locale**

Dans le Borno, la prostitution s'organise autour de « maisons de femmes » (*zoworti* en kanouri ou *gidan mata* en haoussa) qui abritent aussi des travailleuses célibataires et indépendantes. L'industrie du sexe est tenue sur place par des « présidentes » de syndicats (*maira* ou *shugaba* en kanouri, *kaltam* en arabe choa, *magajiya* en haoussa et *makira* ou *mra saba* en kotoko), généralement veuves ou divorcées (*kamba* ou *zowor* en kanouri) (Platte, 2004, pp. 244-267 ; 2000, pp. 197-211). Elle n'implique pas de proxénètes et recourt peu à des intermédiaires transsexuels ou travestis (*yan daudu* en haoussa) pour rabattre le client. Les prostituées musulmanes de la région sont rarement des célibataires non mariées et jamais des jeunes filles vierges (*budurwa* en kanouri). Les chrétiennes, elles, ne sont pas des autochtones du Borno, notamment de Chibok, mais plutôt des femmes Idoma, Tiv ou Ibo venues du Sud du Nigeria, les *akwatu* ; celles-ci se font payer d'avance, à l'instar des *balangnoma* haoussa (littéralement « celles qui lèvent le jupon ») et à la différence de la tradition des courtisanes du cru (*karwa* en kanouri ou *karuwai* en haoussa), qui vivent de cadeaux, choisissent leurs partenaires et ne pratiquent pas de prix fixes.

Quoiqu'il en soit des spéculations hasardeuses sur les connections de Boko Haram avec des réseaux internationaux de la prostitution et du trafic de drogues, la mobilisation en faveur de la libération des lycéennes de Chibok révèle surtout l'impuissance des autorités nigérianes, qui ont d'abord nié l'enlèvement. L'affaire devient un argument de campagne électorale au moment des présidentielles de 2015. Conjuguée à l'enlèvement de quelques Occidentaux au Nigeria et au Cameroun, à partir de 2014, elle oblige le gouvernement de Goodluck Jonathan à changer d'attitude et à faire appel à ses voisins immédiats et plus lointains, essentiellement les États-Unis, la France et le Royaume-Uni, pour lutter contre le terrorisme. Jusqu'en 2013, les autorités avaient prétendu que l'insurrection était une simple affaire de troubles intérieurs, cherchant à se prémunir contre des interférences extérieures qui risquaient de mettre en lumière les exactions des militaires et la mauvaise gestion de la crise. Par la suite, les autorités ont cependant présenté Boko Haram comme un prolongement d'al-Qaïda ou de l'État islamique en Irak et en Syrie, afin de justifier l'échec d'une armée nigériane profondément corrompue et démoralisée.

Parallèlement, le gouvernement de Goodluck Jonathan essaie de gagner des voix en distribuant quelques vivres par le biais de la *National Emergency Management Agency* (NEMA) et de ses branches locales, les *State Emergency Management Agencies* (SEMA). Sous l'égide de la *Presidential Initiative for the North East* (PINE), inaugurée à Maiduguri en novembre 2014, les projets de

relance de l'économie de la région, eux, n'existent que sur le papier. Ils ont surtout pour objectif de chiffrer le coût de la reconstruction, ne s'intéressent pas aux questions de mauvaise gouvernance et se concentrent sur des aspects purement techniques à propos du développement des infrastructures (PINE, 2014). Le *Victims Support Fund* (VSF), établi à Abuja en juillet 2014, a pour mandat de lever des fonds en vue d'assister les populations déplacées par le biais de la NEMA ou des collectivités locales. Il n'est pas opérationnel, met plus d'un an à entrer en fonction, cible des communautés plutôt que des individus, soutient quelques maternités, finance des programmes de soutien psychologique, distribue du matériel scolaire et fournit des uniformes pour 21 300 écoliers du Borno et de l'Adamawa, une goutte d'eau à l'échelle des besoins recensés<sup>83</sup>.

### *1.3. L'élection de Muhammadu Buhari : 2015*

Dans un tel contexte, Goodluck Jonathan perd les présidentielles de mars 2015. Pour la première fois depuis l'indépendance du Nigeria, on assiste ainsi à un changement de régime qui se fait par les urnes et non par l'assassinat politique ou le coup d'État militaire. Paradoxalement, cette alternance démocratique résulte très largement de la crainte qu'inspire un groupe djihadiste favorable à l'établissement d'une théocratie et foncièrement hostile au principe parlementaire d'un gouvernement par et pour le peuple. En effet, les assauts de Boko Haram, les reculades de l'armée, les scandales de corruption et l'affaire de Chibok ont provoqué un tel sentiment d'humiliation nationale qu'ils ont poussé les électeurs, chrétiens comme musulmans, à voter pour un ancien militaire qui leur paraissait mieux placé pour relever le défi terroriste : Muhammadu Buhari. Dans le même ordre d'idées, la menace djihadiste a, pour la première fois depuis la fin de la dictature militaire en 1999, conduit l'opposition à transcender ses divisions pour constituer une plateforme commune, l'APC, qui réunit des dissidents du PDP, de l'ANPP, de l'*Action Congress of Nigeria* (ACN) et du CPC, l'éphémère formation de Muhammadu Buhari au moment des présidentielles de 2011.

Autre paradoxe, moins heureux celui-là, la victoire démocratique de l'APC revient à instaurer une situation de quasi-parti unique dans le Nord à dominante musulmane du Nigeria. Un tel résultat est d'autant plus fâcheux que le Borno manque cruellement d'expérience en matière de pluralisme politique à l'échelle locale, même s'il a su historiquement affirmer son identité contre le pouvoir central au niveau national (cf. chapitre 2.2). À l'indépendance, les émirs à la tête des *Native Authorities* avaient ainsi manipulé les polices locales pour réprimer leurs opposants ; les leaders d'un éphémère *Bornu Youth Movement* avaient en conséquence dû fuir au Tchad à la suite d'affrontements à Maiduguri en 1958 (Cohen, 1971, p. 567). En 1999, la fin du régime militaire n'a alors pas mis un terme aux violences politiques. Sous les couleurs de l'APP, Mala Kachalla a d'abord été élu

.....  
83 Entretiens avec des officiels du VSF à Abuja en mai 2016.

à la tête du Borno grâce au sponsor d'un « investisseur », Ali Modu Sheriff, qui s'était enrichi en faisant des affaires avec la dictature du général Sani Abacha. En 2003, le gouverneur sortant, qui s'était vainement représenté sous les couleurs de l'*Alliance for Democracy* (AD), dut céder la place à son parrain, le sénateur Ali Modu Sheriff (ANPP). Ce dernier accapara le pouvoir pendant deux mandats, jusqu'en 2011. Très controversé, il fut accusé à maintes reprises d'avoir armé une milice privée, dite Ecomog, manipulé la question de la charia, enflammé les tensions religieuses, financé Boko Haram et approuvé l'exécution extrajudiciaire de Mohamed Yusuf afin d'éliminer un témoin compromettant et susceptible de dévoiler ses activités frauduleuses.

Autrefois ministre des finances d'Ali Modu Sheriff, son successeur, Kashim Shettima, n'a pas non plus laissé de place à l'opposition locale et fut soupçonné de nombreux conflits d'intérêts. Spécialiste d'économie agricole à l'université de Maiduguri et ancien directeur régional de la *Zenith Bank*, il s'est ainsi empressé en 2011 de nommer ses collègues banquiers à des postes clés, avec Yunus Marami aux finances et Adamu Lawan aux travaux publics et au logement. La *Zenith Bank* a également continué de gérer les actifs de l'État du Borno, alors qu'il s'agissait d'un groupe privé, fondé en 1990 par le magnat d'affaires Jim Ovia, et particulièrement bien connecté au pouvoir depuis la nomination de son ancien directeur Godwin Emefiele à la tête de la Banque centrale du Nigeria, en 2014. Kashim Shettima, enfin, était suspecté de mener à Maiduguri des opérations immobilières pour son propre profit, ce dont auraient témoigné les expropriations liées à des projets inachevés de logements sociaux. Ceux-ci furent ensuite partiellement occupés par les populations déplacées à Shettima Ali Monguno Teachers Village (300 maisons prévues pour des instituteurs à Pompomari By Pass), Legacy Garden (90 appartements de trois pièces dans le quartier de Bulumkuttu sur la route de Damaturu), New Trailer Park (300 résidences familiales près du campus de l'Université), Bakassi Housing Estate (1 000 maisons en banlieue le long de la route de Biu) et les complexes de Damboa Road et Gubio Road (environ 500 maisons chacun)<sup>84</sup>.

En 2015, la victoire électorale du président Muhammadu Buhari permet alors de conforter l'emprise de Kashim Shettima sur le Borno, mais aussi de remporter les autres États du Nord-Est qui, à l'exception de deux d'entre eux, passent sous le contrôle de l'APC<sup>85</sup>. En pratique, le PDP ne jouera pas le rôle d'un parti d'oppo-

.....  
<sup>84</sup> Les opposants de Kashim Shettima soulignent que son prédécesseur avait au moins réussi à terminer les travaux des complexes résidentiels de Gamboru Road. Voir aussi le *Daily Trust* du 14 septembre 2013.

<sup>85</sup> Brièvement tenu par l'APP de 1999 à 2003, le Gombe a réélu son gouverneur PDP, Ibrahim Dankwambo. Avec une plus forte présence chrétienne, le Taraba, quant à lui, a toujours voté PDP depuis la fin de la dictature militaire. Dans l'Adamawa, en revanche, le gouverneur Murtala Nyako avait quitté le PDP et rejoint l'APC en novembre 2013, avant d'être renversé par une procédure de mise en accusation, en juillet 2014. Dans le Bauchi, le gouverneur ANPP, Isa Yuguda, avait quant à lui rejoint le PDP en avril 2009 et été réélu en avril 2011 avant de céder la place à un avocat de l'APC en mai 2015, Mohammad Abdullahi Abubakar.

sition. Confiné dans ses fiefs du delta du Niger et du Sud-Est du Nigeria, il n'est plus que l'ombre de ce qu'il a été et, à partir de 2016, se voit dirigé par l'ancien gouverneur du Borno, Ali Modu Sheriff, qui a quitté l'APC fin 2014 et qui, toujours aussi controversé, contribue largement à l'implosion en diverses factions de l'ancienne formation présidentielle de Goodluck Jonathan. Dans les États BYA, en particulier, les réseaux du PDP servent surtout à justifier l'implantation nationale du parti, un critère indispensable pour être légalement autorisé à concourir aux présidentielles de 2019. Payés par leurs instances exécutives, ses représentants sur place ont une fonction purement honorifique et ne se donnent même pas la peine de présenter des candidats aux élections locales du Yobe en 2017.

La victoire du président Muhammadu Buhari permet cependant de marquer des points contre Boko Haram. Elle a pour effet immédiat de regonfler le moral des troupes. Plus important encore, elle redonne de l'espoir aux populations du Borno, qui se sentaient délaissées par le gouvernement de Goodluck Jonathan et qui sont désormais mieux disposées à coopérer avec les forces de sécurité, un préalable indispensable pour lutter contre un ennemi « invisible ». Musulman originaire du Nord-Ouest du Nigeria et ancien gouverneur militaire du Borno en 1975-1976, Muhammadu Buhari donne le sentiment d'être plus sensible aux problèmes de la région. La relation de Goodluck Jonathan avec les gouverneurs des États BYA était désastreuse, compliquant encore davantage la mise en place d'une stratégie commune contre Boko Haram. Muhammadu Buhari, lui, est sur la même longueur d'onde que les autorités locales. Aussitôt élu, il emmène ainsi Kashim Shettima en tournée lors des visites officielles qu'il effectue dans les pays voisins.

#### *1.4. La fragmentation de Boko Haram : 2015-2017*

À l'étranger, le nouveau président est soucieux d'aplanir les différents avec le Niger, le Tchad et le Cameroun afin de mieux coordonner les efforts des armées de la coalition antiterroriste, la MNJTF. Sa réputation d'intégrité rassure la communauté internationale et, conjuguée à l'effondrement des prix du baril de pétrole, la baisse des revenus de l'État le contraint à passer des accords avec la Banque mondiale et à ouvrir la voie à l'arrivée d'une aide humanitaire plus consistante dans le Nord-Est du Nigeria. Paradoxalement, l'internationalisation de la réponse à la menace djihadiste pousse aussi Boko Haram à chercher des alliés extérieurs. Début 2015, une faction du groupe prête allégeance à l'État islamique. Son alliance ne dépasse cependant guère le stade de la communication audiovisuelle. Sur le terrain militaire et financier, elle ne se traduit pas par une professionnalisation du mode opératoire des insurgés, par l'importation d'armements plus sophistiqués ou par des échanges de combattants avec d'autres groupes djihadistes au Sahel ou en Libye.

Au contraire, Boko Haram continue d'agir comme une insurrection *low cost*, avec très peu de moyens. Quoiqu'en ait dit le président Muhammadu Buhari en

décembre 2015, le groupe n'est pas « *techniquement défait* ». Ainsi, il ne renonce pas à attaquer des positions militaires et ne s'en prend pas uniquement aux civils (Pérouse de Montclos, 2017a). Mais ses attentats-suicides, qui constituent l'arme du pauvre par excellence, se révèlent particulièrement inefficaces par rapport aux autres cas connus dans le monde<sup>86</sup>. Pour près d'un tiers d'entre elles, les attaques du groupe ratent leur cible, ne font aucune victime ou ne tuent que leur auteur (Warner et Matfess, 2017). Ces échecs s'expliquent rarement par des problèmes techniques. Pour la plupart, ils sont la conséquence des fouilles des miliciens ou du renoncement des insurgés, qui refusent au dernier moment de sacrifier leur vie, ou encore profitent de l'occasion pour échapper aux griffes de Boko Haram et se rendre d'eux-mêmes aux autorités, phénomène qui n'est pas sans poser des questions sur la capacité d'endoctrinement de la secte.

En pratique, le groupe perd ainsi du terrain et doit se replier dans les bosquets de la forêt de Sambisa et les marécages du lac Tchad. Parallèlement, il ne cesse de se fragmenter en de multiples factions. En 2017, Boko Haram n'est toujours pas « *techniquement défait* » et, pour sporadiques qu'elles soient, les attaques des insurgés continuent de déstabiliser l'ensemble de la région.

## 2. Les controverses sur les causes du conflit

Conséquence immatérielle et moins directement visible du conflit, l'insurrection a par ailleurs suscité de nombreuses controverses qui ont mis en évidence la fragilité des États de la région, la puissance des théories « *conspirationnistes* » et la virulence des stéréotypes ethniques ou religieux. Les débats sur les causes profondes de la rébellion ont tourné autour des questions d'environnement, de pauvreté, d'islam, d'allégeance communautaire, de mauvaise gouvernance et de corruption. À défaut de parvenir à des conclusions consensuelles, ils ont largement inspiré les réponses apportées par les autorités civiles et militaires, y compris au niveau de la communauté internationale quand les spécialistes de la lutte antiterroriste ont privilégié une lecture religieuse du conflit en promouvant une stratégie de « *dé-radicalisation* » pour remettre les musulmans de la région dans le droit chemin d'un islam placé sous la tutelle du politique.

### 2.1. Le rôle contesté de l'environnement

Pour certains commentateurs, le conflit de Boko Haram serait une conséquence de la dégradation de l'environnement car la sécheresse des années 1970 a paupérisé la paysannerie et précipité vers les villes des jeunes au chômage et supposément prêts à tomber entre les griffes des réseaux salafistes et/ou terroristes. Les inquiétudes liées au changement climatique ont en effet nourri une

.....

<sup>86</sup> En général, les attentats-suicides sont dix à quinze fois plus meurtriers que les attaques classiques (Pape, 2006)

vision malthusienne qui postule une explosion de violence du fait de la pression démographique et de la raréfaction des ressources. Devenu un symbole mondial de la dégradation de l'environnement, le lac Tchad serait un cas d'épèce en la matière. À partir de données éparses, irrégulières, hétérogènes et non appareillées, des chercheurs prétendent par exemple qu'on aurait assisté à une montée des conflits autour de la gestion de l'eau au cours des années 1980 et 1990 (Okpara *et al.*, 2015, pp. 308-325). Leur démonstration est cependant peu convaincante car ils éliminent de leur étude les années où il n'y a pas eu de sécheresse, ce qui empêche toute possibilité de comparaison avec des périodes dites « normales ».

Outre que le Sahel a bien davantage été ravagé par les guerres civiles des années 1970, il est évidemment très difficile de prouver un lien de causalité directe et même indirecte entre le changement climatique et le recours à la violence de Boko Haram qui doit beaucoup à la mauvaise gouvernance du Nigeria et aux bavures de la répression militaire. Le lac, d'abord, a repris du volume et n'était plus en train de diminuer quand la secte est montée en puissance (Magrin *et al.*, 2015). De plus, des études montrent que les catastrophes naturelles peuvent aussi provoquer un sursaut de solidarité nationale et réduire le risque de guerre civile<sup>87</sup>. Les mécanismes de production des conflits ne jouent sûrement pas dans un seul sens. Ainsi, la récession des eaux du lac a mis à découvert de nouvelles terres qui ont été l'objet de compétitions et qui ont provoqué l'afflux de migrants venus d'autres régions du Nigeria et d'aussi loin que du Mali au cours des années 1970 et 1980. Mais la reprise en eau du lac a également provoqué un regain de tensions en inondant des villages entiers (Platte, 2001, pp. 71-81).

Surtout, les conflits fonciers du Sahel doivent autant aux variations du climat qu'à la corruption, à la spéculation, au comportement prédateur des autorités et aux empiètements des agriculteurs ou des éleveurs (Benjaminsen *et al.*, 2012, pp. 97-111). Ils ont clairement une origine humaine, sachant que le développement de projets d'irrigation et de cultures plus consommatrices en eau n'ont pas été pour rien non plus dans les tensions observées autour du lac Tchad depuis les années 1970. Au vu de la multiplicité des causes sociales, économiques et politiques de la violence, il n'est pas vraiment possible de mettre l'émergence de Boko Haram sur le compte du changement climatique et il serait encore plus hasardeux d'imaginer qu'un renflouement du lac permettrait de mettre un terme aux activités des combattants de la secte, qui profitent justement des marécages de la zone pour se cacher et échapper aux forces de la coalition internationale.

.....  
87 Ainsi, les pays qui souffrent le plus de catastrophes dites naturelles ne sont pas ceux qui enregistrent le plus grand nombre de guerres civiles (Slettebak, 2012, pp. 163-176). Pour une étude qui, dans la même revue académique, entend à l'inverse démontrer une relation positive entre sécheresse et propension à la guerre civile, voir Devitt et Tol (2012, pp. 129-145).



## **2.2. La pauvreté en arrière-plan**

De nombreux observateurs tablent davantage sur le rôle de la pauvreté pour expliquer le conflit et son évolution. Ils ont partiellement raison suivant le cadre temporel auquel s'applique leur analyse. En tant que telle, la pauvreté n'est pas à l'origine des Talibans du Nigeria en 2003 ou de la première version de Boko Haram, avant l'exécution extra-judiciaire de son fondateur en 2009. Mais elle a ensuite poussé des jeunes dans les rangs des contestataires, et les hostilités ont certainement exacerbé la paupérisation des populations du Borno dans une sorte de cercle vicieux qui a vu la misère et l'insurrection s'alimenter l'une et l'autre. Dans tous les cas, il convient cependant de ne pas trop spéculer sur la capacité de l'aide au développement et d'un éventuel enrichissement des Bornouans à démobiliser les combattants, à prévenir de futurs conflits et à désamorcer d'autres rébellions sous la bannière du coran (Pérouse de Montclos, 2005, pp. 135-149). En effet, on sait que les périodes de croissance économique peuvent aussi être génératrices de tensions sociales.

Plusieurs éléments invitent à nuancer le rôle de la pauvreté. D'abord, Boko Haram ne s'est pas développé dans les zones les plus démunies de la région et les milieux les plus défavorisés de la population : ses initiateurs étaient des citadins de Maiduguri et le Borno n'était pas l'État le plus pauvre de la fédération nigériane avant l'insurrection de 2009 (Pérouse de Montclos, 2012). Si la pauvreté avait été l'élément déterminant de la révolte, la secte aurait dû naître du côté de Diffa au Niger ou de Maroua au Cameroun, région la moins scolarisée et la plus misérable du pays, avec les trois quarts de sa population sous le seuil de la pauvreté en 2014 (cf. carte 12). En outre, les premiers éléments des Talibans du Nigeria puis de Boko Haram n'étaient nullement des indigents ; certains étaient des enfants de l'élite. Pour peu que l'on veuille accorder beaucoup d'importance au rôle que jouent les endoctrinements de type wahhabite, il convient aussi de noter que les fondamentalistes Izala ont plutôt recruté dans la bourgeoisie commerçante et éduquée des centres urbains, par opposition aux masses paysannes et analphabètes qui, plus enclines à suivre l'enseignement des confréries soufies traditionnelles, ont refusé de se priver de main-d'œuvre en cloîtrant leurs femmes à la maison. En effet, le modèle salafiste renvoie aux origines du prophète à Médine, la ville par excellence, si bien que certains islamologues évoquent même une incompatibilité avec le monde rural, en particulier la vie nomade des bédouins et des populations pastorales, qui empêche de se retrouver en groupe pour prier à la mosquée (Planhol, 1968, p. 24).

C'est seulement dans un second temps que les prédicateurs de Boko Haram ont attiré les milieux défavorisés de Maiduguri et des campagnes bornouanes. Dans son discours contre l'exploitation et la corruption des musulmans au pouvoir, Mohamed Yusuf a notamment su exploiter la frustration de jeunes chômeurs qui

n'avaient pas accès à des services publics de base et qui se sentaient abandonnés par l'État, dans une région historiquement dénuée d'infrastructures. Depuis son sanctuaire (*markaz*) de Maiduguri, il a par exemple proposé de financer des micro-entreprises avec des prêts qui lui ont permis tout à la fois de recruter des fidèles endettés et de mettre en évidence les lacunes de l'État et du secteur privé dans une société qui n'était pas islamique<sup>88</sup>.

La réaction des autorités a également contribué à précipiter dans les bras des protestataires les petites gens du secteur informel, en particulier les vendeurs ambulants et les chauffeurs des mototaxis appelés *okada* ou *abacha*. Après s'être brouillé avec Mohamed Yusuf à l'occasion des élections de 2007, le gouverneur du Borno, Ali Modu Sheriff, a ainsi mis en place une opération de police nommée Flush (« nettoyage ») afin d'imposer le port du casque et d'interdire les deux-roues avec lesquelles les fidèles de la secte le contestaient en défilant dans les rues de Maiduguri. Résultat, de nombreux chauffeurs de motos taxis n'ont plus été en mesure d'exercer leur métier. Beaucoup n'avaient pas les moyens d'acheter un casque et se sont mis à porter un turban en signe de protestation<sup>89</sup>.

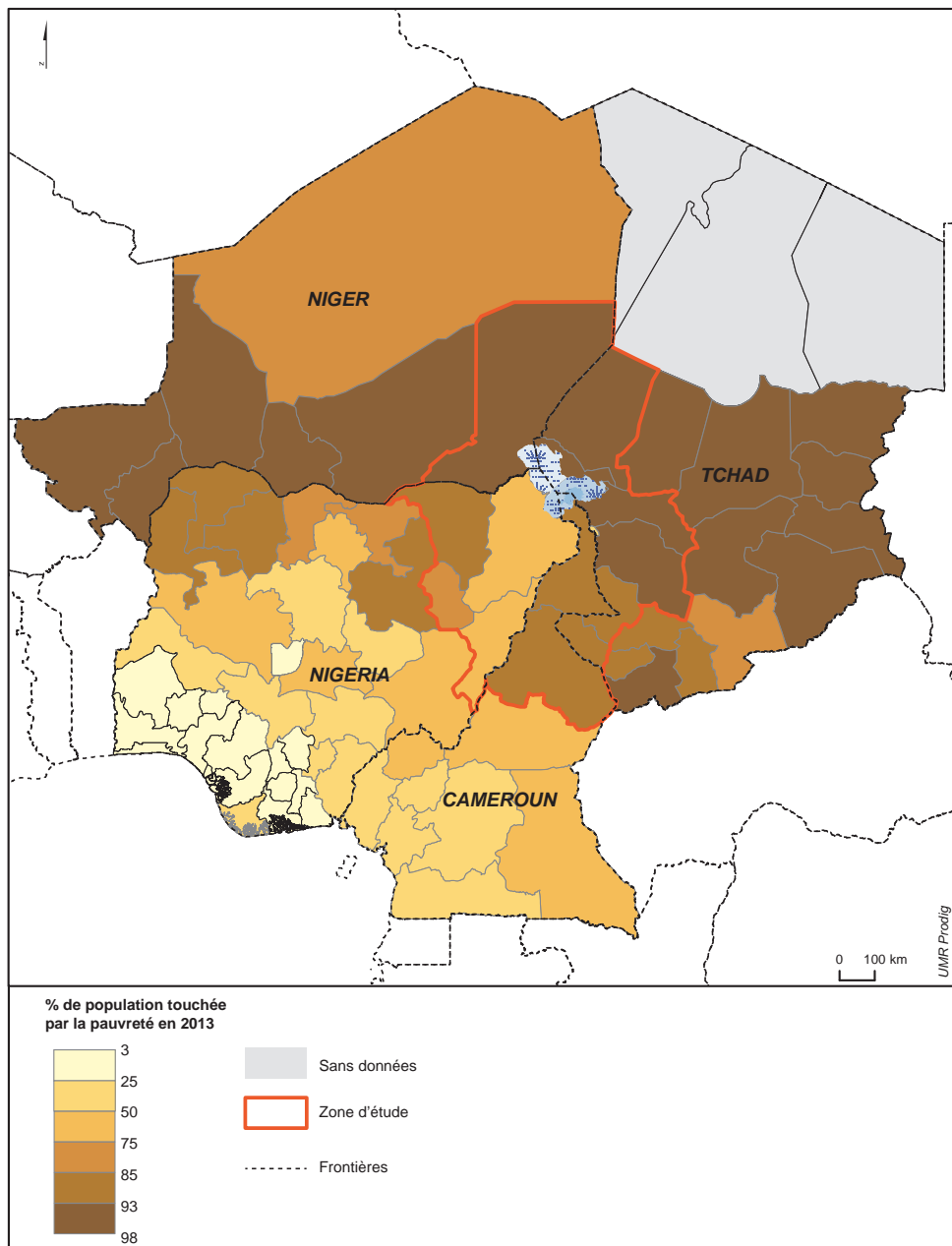
On prétend que 40 % d'entre eux auraient alors rejoint le groupe. Suite à l'exécution extrajudiciaire de Mohamed Yusuf en juillet 2009, un décret en date du 7 juillet 2011 a confisqué jusqu'à 34 000 *abacha* à Maiduguri et dans la banlieue de Jere (Anyadike, 2015, p. 9). Les 5 000 tricycles (*keke na pep*) fournis à la place par le gouvernement ont surtout profité aux supporters d'Ali Modu Sheriff et n'ont guère permis aux chauffeurs de mototaxis de retrouver un travail.

---

88 L'accès au crédit est notoirement difficile. D'après une enquête réalisée par la Banque mondiale en 2011, par exemple, seulement 20 à 30 % des ménages du Nord-Est du Nigeria avaient un compte en banque et à peine 0,1 % avaient obtenu un prêt pour démarrer ou développer une entreprise (NESTS, 2014, pp. 33 et 102 ; Mustafa, 2016, p. 11).

89 L'enchaînement des événements qui allaient provoquer le grand basculement de Boko Haram dans la violence rappelle à cet égard le djihad d'Ousmane dan Fodio qui, en 1804, a démarré sous la forme d'une révolte fiscale contre l'oppression d'un émir qui venait justement d'interdire le port du turban, du voile... et des armes. Dans les deux cas, on aussi beaucoup fait usage des étendards porteurs de sourates du Coran.

Carte 12. La pauvreté dans la région du lac Tchad



Source : [www.opbi.org.uk](http://www.opbi.org.uk), University of Oxford, 2013 (à partir des données du recensement de 2006 au Nigeria, 2009 au Tchad, 2005 au Cameroun et 2012 au Niger).

Après la déclaration d'un état d'urgence en 2013, l'aggravation des hostilités, la fermeture *de facto* des frontières, le durcissement des sanctions économiques contre les insurgés et la montée en puissance de la coalition antiterroriste à partir de 2015 ont à leur tour exacerbé le chômage de jeunes susceptibles de basculer dans la rébellion pour subvenir à leurs besoins et participer au pillage général de la région. La paupérisation de la région est en l'occurrence allée de pair avec la criminalisation du groupe, qui a multiplié les attaques de banques, les enlèvements et les rackets pour se financer, à défaut d'être soutenu par des subsides de la mouvance d'al-Qaïda ou de Daech. Pendant cette période, la crise économique et le déclasserment social de segments entiers de la population sont effectivement devenu un moteur essentiel de la rébellion, qui a recruté de plus en plus de jeunes motivés par la rapine, notamment en milieu rural.

### *2.3. L'Islam sur la sellette*

Plutôt que d'insister sur le rôle de l'environnement ou de la pauvreté, d'autres observateurs se focalisent pour leur part sur la question de l'endoctrinement religieux, au risque d'occulter les problèmes de mauvaise gouvernance. Leur discours repose sur deux principaux types d'explications : une guerre de civilisation contre les chrétiens et/ou le dévoiement d'un islam qui se serait radicalisé au contact des idées salafistes, notamment le wahhabisme d'Arabie saoudite, tel qu'il a pu être diffusé par les fondamentalistes Izala du Nigeria. La secte se serait ainsi développée sur la base d'une opposition entre un islam « noir », soufi, traditionnel, syncrétique, tolérant et prétendument pacifique, d'une part, et un islam arabe, exogène, intégriste, « radical » et belliqueux, d'autre part.

En réalité, les Sahéliens n'ont certainement pas attendu les prédicateurs wahhabites et les financements saoudiens du boom pétrolier des années 1970 pour mener des guerres saintes en prétendant vouloir purifier la communauté des croyants. De Sokoto au Macina, les grands djihads du XIX<sup>e</sup> siècle ont été portés par des confréries soufies qui ont ensuite collaboré avec le colonisateur et qui, devenues parties prenantes de l'establishment, sont aujourd'hui conspuées par de jeunes imams, du fait de leurs compromissions avec des régimes séculaires et corrompus (Pérouse de Montclos, 2017b, pp. 19-29). Imaginer qu'il n'y aurait pas eu d'islam dit « radical » sans des influences wahhabites étrangères relève du contresens historique. Certains auteurs y voient même une forme de mépris, opposant abusivement le fétichisme maraboutique des Africains noirs aux pratiques religieuses de musulmans arabes qui sont tout aussi imprégnés de croyances dans les forces de l'invisible, les esprits djinns et le « mauvais œil » (Amselle, 2017, p. 19).

Dans tous les cas, le peu que l'on sait de la trajectoire et du profil social des combattants de Boko Haram recrutés après 2009 ne confirme pas l'importance de l'endoctrinement islamiste. La presse a fait grand cas du rôle joué par les élèves coraniques, qui sont méprisés et assimilés à des mendiants appelés talibés au Sénégal (de la racine *talib* en arabe, qui désigne un étudiant) ou *almajirai* au Nigeria (un mot

haoussa dérivé du migrant *almubajirun* en arabe). Mais ces écoles itinérantes (*tsangaya* en haoussa, *djanguirde* en fulfuldé) professent un enseignement traditionnel et sont justement tenues par des marabouts (*mallam*) que récuse le discours salafiste de Boko Haram. En réalité, l'insurrection de la secte peut bien autant être mise sur le compte des défaillances de l'école publique et prétendument laïque.

Ainsi, au Nigeria, seulement un insurgé sur dix dit avoir rejoint le groupe par conviction religieuse, après un passage à la mosquée ou à l'école coranique (Pérouse de Montclos, 2016 ; Botha et Abdile, 2016). Au Cameroun, la secte ne semble pas non plus avoir touché les milieux intégristes et wahhabites du Logone-et-Chari, qui étaient traités péjorativement de Mahabous (« dissidents ») par les Mousgoum et qui vivaient cloîtrés dans des quartiers comme Madagascar et Hillé Haoussa à Kousseri (Noray, 2002, p. 122). Dans le département du Mayo-Sava, l'endoctrinement djihadiste a surtout concerné les Mandara de Kerawa, qui se considéraient comme de meilleurs musulmans que leurs rivaux de Mora et Mémé. Dans le département voisin du Mayo-Tsanaga, en revanche, les recrutements se sont opérés sur des bases communautaires autour de collaborations issues du commerce de contrebande avec le Nigeria, en particulier dans les localités de Tourou, Mabas, Zelevet, Mozogo et Achighachia, où il a parfois suffi de distribuer un peu d'argent pour attirer des jeunes au chômage.

Majoritairement musulmanes, les populations locales ne se sont d'ailleurs pas fait d'illusions sur la sincérité des motivations des « fous de Dieu ». Si elles ont dénoncé la déviance doctrinale de Boko Haram et sa méconnaissance des textes censés justifier le djihad, elles ne semblent pas avoir imputé le développement du conflit à un problème de radicalisation religieuse. À en croire des sondages réalisés au Cameroun, par exemple, elles ont plutôt mis en évidence des raisons qui tenaient à l'appât du gain, à la frustration ou à des motifs de vengeance (Dynamique mondiale des jeunes, 2015)<sup>90</sup>. Les perceptions locales se distinguent certes de l'analyse proposée à un niveau macro. À l'international, la théorie de la guerre des civilisations insiste ainsi sur les conflits entre chrétiens et musulmans le long d'une ligne de fracture entre le Nord et le Sud du Nigeria, dans la ceinture centrale du pays, la *Middle Belt*, et non dans le Borno.

En l'absence de données sur les allégeances confessionnelles depuis le recensement de 1953, il est en fait difficile de savoir combien le Nigeria compte de chrétiens ou de musulmans. D'après un sondage d'Afrobarometer en 2006, par exemple, 44 % des 2 198 adultes interrogés disaient être musulmans et 54 %, chrétiens. Mais une enquête démographique et de santé menée auprès de 9 966 personnes en 2003 avait donné des pourcentages de 50 et 48 % (Odumosu *et al.*, 2009, p. 13). Tablant sur une population de 160 millions d'habitants en 2010, une base de données confessionnelle, la *World Christian Data Base*, affichait quant à

90 Plutôt que la radicalisation religieuse, les facteurs socioéconomiques ou politiques sont aussi les premiers cités par les populations des zones frontalières de huit pays du Sahel, si l'on en croit des sondages jamais publiés et contestés du fait de leur absence de représentativité.

elle des proportions similaires pour les chrétiens et les musulmans, 46 %, avec un pourcentage plus important d'animistes, de près de 8 %<sup>91</sup>. Les analystes du *Pew Research Center*, enfin, établissaient les pourcentages de chrétiens et de musulmans à 46 % et 52 % en 2008 (Lugo, 2010, p. 147).

Il apparaît que depuis la période coloniale, le Nord du Nigeria a connu une extraordinaire poussée de la présence chrétienne<sup>92</sup>. Il est donc fort possible que la résurgence du djihadisme à travers Boko Haram témoigne aussi du rejet d'une modernité globale qui renvoie à un modèle de développement économique et démocratique d'inspiration chrétienne. Dans une région à majorité musulmane, il n'en reste pas moins que la secte a surtout tué des civils, en l'occurrence musulmans plutôt que chrétiens. Dans le même ordre d'idées, le discours de Boko Haram a essentiellement ciblé les « mauvais » musulmans. Indéniablement, d'autres facteurs ont contribué à l'insurrection, quoiqu'il en soit par ailleurs des idées reçues sur l'islamisation de l'Afrique, les guerres de religions et la « radicalisation » de l'islam.

#### *2.4. Une révolte de la jeunesse ou un problème ethnique ?*

Boko Haram peut, de fait, s'interpréter aussi comme une révolte de la jeunesse contre le pouvoir des Anciens : politiciens, notables, clercs de l'islam officiel, etc. Un accès plus facile aux femmes a également pu attirer des hommes célibataires et incapables d'assumer les frais d'un mariage, sachant que les salafistes condamnent le coût exorbitant de dots africaines héritées de traditions préislamiques (cf. encadré 10). Mais les clivages générationnels et les rapports de genre n'expliquent pas tout. D'une manière générale, l'insurrection a surtout été un révélateur des tensions sociales de la région, par exemple lorsqu'il s'agissait d'utiliser l'étendard d'un islam révolutionnaire pour régler des comptes personnels ou purger des disputes communautaires. Parce qu'elle est née dans le Borno et le Yobe, la secte est essentiellement composée de Kanouri. Certains observateurs ont donc voulu y voir l'expression d'une revendication ethnique. En effet, les mouvements djihadistes de la région sont souvent assimilés à un groupe en particulier. Au XIX<sup>e</sup> siècle, le califat de Sokoto a été considéré comme un Empire peul du fait de la domination des Fulani d'Ousman dan Fodio. À Kano en 1980, l'insurrection de la secte Maitatsine a également été interprétée comme une révolte des Gwari contre la domination des Haoussa<sup>93</sup>.

Pour autant, Boko Haram n'a pas été un front de libération ethnique. Les anthropologues rencontrent d'ailleurs quelques difficultés à définir une identité kanouri qui s'est historiquement construite en agrégeant divers types de populations sous

91 <http://www.worldchristiandatabase.org/wcd>

92 On estime que la région compte aujourd'hui un tiers de chrétiens. Un siècle auparavant, les deux tiers de ses 9 millions d'habitants étaient musulmans si l'on en croit un rapide recensement britannique du protectorat du Nord-Nigeria en 1911. Mais le tiers restant n'était pas chrétien (Ostien, 2012, Pérouse de Montclos, 2013, pp. 53-63 ; Smith, 1965, pp. 117, 149).

93 Le mot « maitatsine » proviendrait ainsi de la langue gwari et non haoussa pour désigner « celui qui maudit » (Hiskett, 1994, p. 130).

la coupe du sultan du Borno. En fait de nationalisme ou de royalisme kanouri, ce sont surtout les Britanniques qui ont soutenu les revendications irrédentistes du Borno pour gagner le référendum conduit sous la supervision des Nations unies dans le Nord du Cameroun en 1961. Le gouvernement nigérian a ensuite repris l'argument à son compte pour affirmer sa souveraineté sur certaines îles du lac Tchad, devant la Cour internationale de Justice, en 2002. En revanche, Boko Haram n'a jamais demandé la restauration de l'Empire du Borno. Au contraire, ses leaders se sont réclamés du djihad victorieux d'Ousman dan Fodio par opposition à Muhammad Al-Kanemi, le clerc musulman qui avait refusé de prêter allégeance à Sokoto et sauvé la dynastie des Saifawa de l'invasion peule en 1808.

### **Encadré 10**

#### **Boko Haram et les femmes**

À ses débuts, Boko Haram a voulu suivre les préceptes salafistes et confiner les femmes au rôle de mères au foyer. Mais les circonstances en ont bientôt décidé autrement quand le groupe est entré dans la clandestinité et a basculé dans la violence terroriste. Les kidnappings et les pratiques d'esclavage sexuel se sont développés à partir de 2012, lorsque Abubakar Shekau a annoncé des représailles, à la suite des mauvais traitements que les épouses de la secte avaient subi en prison (Apard, 2015, p. 146). À mesure que le conflit évoluait, les femmes sont alors devenues des victimes, des messagères, des logisticiennes, des espionnes et des combattantes tout à la fois. Elles présentaient un avantage tactique car les militaires étaient culturellement réticents à les fouiller et elles pouvaient donc franchir plus aisément les barrages routiers, tant et si bien que Boko Haram a aussi eu recours à des hommes déguisés en femmes pour approcher ses cibles. De plus, les femmes ont servi à renouveler les forces vives du groupe, qui a surtout perdu des combattants de sexe masculin, comme dans tous les conflits du monde. Enfin, la mobilisation internationale en faveur de la libération des lycéennes de Chibok a ouvert les yeux des djihadistes sur la valeur marchande et stratégique des filles, en tant que monnaie d'échange et support médiatique.

Le premier cas d'attentat-suicide commis par une femme a été recensé dans le Gombe en juin 2014<sup>94</sup>. Depuis lors, le phénomène a pris une ampleur inégalée en comparaison avec d'autres organisations terroristes connues pour leur embrigadement des femmes, notamment les Tigres Tamouls au Sri Lanka. Les femmes ont ainsi constitué plus de 56 % des 434 auteurs d'attentats-suicides recensés entre avril 2011 et juin 2017 (Warner et Matfess, 2017). Leurs attaques ont beaucoup marqué les esprits, permettant à Boko Haram de renforcer sa réputation de cruauté, de détermination, d'audace et de résilience face à la coalition militaire des quatre pays du lac.

.....  
94 En juin 2014, sur le port d'Apapa à Lagos, un autre attentat-suicide a été commis par une femme, revendiqué par Abubakar Shekau, mais la responsabilité de Boko Haram est contestée par les services de sécurité.

Ainsi, les membres de Boko Haram ont répudié l'autorité religieuse du *Shebu* du Borno, perçue comme un valet de l'impérialisme puis des élites corrompues du Nigeria postindépendance. À la suite de la révolte mahdiste de Rabeh, écrasée par les Français venus de Fort-Lamy en 1900, celui-ci avait d'abord été rétabli sur son trône par le colonisateur, en 1902. Mais les conditions rocambolesques de sa restauration avaient entaché sa légitimité. En effet, tant les Allemands débarqués à Douala que les Anglais en provenance du Bauchi soutenaient chacun leur candidat issu de la dynastie des Kanemi : les premiers avec Sanda Mandara, un sultan mis en place par les Français juste avant leur départ de Dikwa et du Nord du Cameroun ; les seconds avec Bukar Garbai, un homme qu'ils avaient soustrait à l'influence des Français (Dusgate, 1985, p. 152). Autrement dit, le Borno tombé sous le joug colonial s'était retrouvé avec deux *Shebu* !

Un siècle plus tard, les interférences et les manipulations politiques du gouverneur de l'État du Borno, Ali Modu Sheriff, ont également contribué à décrédibiliser l'autorité religieuse et coutumière du sultan. En février 2009, par exemple, la mort de Mustapha Ibn Umar Kyari Amin al-Kanemi n'a pas été pour rien dans le soulèvement de Boko Haram en juillet suivant, du fait que son successeur, Umar Garbai Abba Kyari, était un homme-lige du gouverneur et n'avait ni la volonté politique ni le prestige requis pour proposer sa médiation avec les insurgés (Pérouse de Montclos, 2012). Ali Modu Sheriff a ensuite aggravé le problème en assignant aux autorités traditionnelles une fonction de renseignement qui les a désignées comme les collaborateurs d'une « armée d'occupation », ceci tout en continuant d'interférer dans la nomination des chefs coutumiers, par exemple, en mars 2010, en divisant l'ancien émirat de Dikwa en deux nouvelles entités, Bama et Dikwa, chacune avec un *shebu*.

Dans un tel contexte, nous pouvons supposer que Boko Haram a exprimé la frustration de Kanouri, qui avaient perdu leur gloire passée et ne se reconnaissaient plus dans les héritiers de l'empire du Borno. Le déclin est indéniable face au succès des commerçants haoussa. La langue kanouri, par exemple, est devenue minoritaire à Maiduguri, à mesure que l'agglomération devenait cosmopolite avec l'arrivée des victimes de la sécheresse au Sahel, des réfugiés des guerres civiles du Tchad et des migrants attirés par le boom pétrolier des années 1970<sup>95</sup>. Pour autant, les Kanouri n'ont jamais été victimes de discriminations politiques à l'échelle de la fédération nigériane (cf. chapitre 2, section 3.3). Leur sentiment de déclassement n'a rien à envier à celui de la minorité peule du Gombe et de l'Adamawa, qui doit désormais obéir à la règle électorale de la majorité depuis la fin de la dictature militaire en 1999.

.....  
95 On estime qu'à peine un tiers des habitants de Maiduguri parle encore le kanouri, l'arabe choa ou les langues tchadiques de la région. Les deux tiers ont le haoussa pour langue natale. Même les Kanouri admettent qu'ils préfèrent enseigner le haoussa à leurs enfants pour réussir dans la vie. Pour les minorités de la région, le haoussa est aussi attractif car il n'est pas associé à la domination de la noblesse kanouri du Borno (Bross, 2002).



Le mouvement Boko Haram, lui, a toujours tenu un discours panislamique. Ses leaders ont insisté sur la défense de la communauté des croyants, l'*oumma*, et non d'un groupe ethnique en particulier. Pour « libérer » les musulmans de l'oppression des autorités traditionnelles et modernes du Borno, les hommes de Boko Haram ont ainsi pris soin de nommer des émirs qui n'étaient pas kanouri dans les aires qu'ils contrôlaient à Dikwa et Gwoza<sup>96</sup>. Dans l'arrondissement de Goulfey au Cameroun, par exemple, leur émir, Mahamat Abacar Saley, était un Kotoko qui avait commencé en 2011 à répandre la parole de Mohamed Yusuf après avoir suivi une formation islamique au Soudan, au Tchad et au Nigeria.

Boko Haram s'est, de fait, étendu bien au-delà des aires linguistiques kanouri, avec l'établissement de cellules secrètes à Kano, dans le Kogi et à Bauchi. La secte a compté dans ses rangs des éleveurs peuls de diverses origines, des bouchers Gwoza du Sud du Borno, des Tiv de la Bénoué et des Arabes Choa (ou Shuwa) du Nord du Nigeria ou du Cameroun, une population que certains historiens rattachent aux Arabes Baggara (« vachers ») du Soudan et aux Barma du Baghuirmi. À partir de la fin 2014, le groupe a également commencé à recruter des pêcheurs Boudouma des îles du lac Tchad. En 2012, une dissidence de Boko Haram, appelée Ansaru<sup>97</sup>, s'est par ailleurs implantée dans le Nord-Ouest du Nigeria. Dans tous les cas, la thèse d'une révolte ethnique paraît bien trop réductrice pour expliquer les ressorts du conflit.

## *2.5. Mauvaise gouvernance et dysfonctionnements de l'État*

La mauvaise gestion de la crise, l'option du tout répressif et la contestation de la légitimité des élites au pouvoir ont été des éléments moteurs de l'insurrection (cf. encadré 12). Initialement, les prêches de Boko Haram en faveur d'une application stricte de la charia sont devenus populaires parce qu'ils dénonçaient les injustices sociales, la débauche des nantis et la corruption du gouverneur Ali Modu Sheriff. Un tel discours n'était pas sans ambiguïté. Ainsi, Mohamed Yusuf avait beau décrier les méfaits d'un État « laïc », il avait aussi des fidèles au sein du gouvernement du Borno, notamment le ministre des Affaires religieuses, et il avait lui-même touché des émoluments de la part des autorités pour organiser l'extension de la charia au domaine pénal. Autre contradiction, il imputait la corruption de la classe dirigeante à la démocratie parlementaire mise en place avec le retour des civils au pouvoir en 1999. Or, le problème puise ses racines dans une tradition ancienne de pratiques clientélistes qui, pour un subordonné, consistent entre autres à nommer ses enfants du nom de son patron. Appelées *takwara* en haoussa ou *juwuna* en kanouri et arabe choa, ces

.....  
<sup>96</sup> Entretiens de Marc-Antoine Pérouse de Montclos dans le Borno et l'Adamawa, en 2016 et 2017.

<sup>97</sup> Le nom complet est : la « Communauté des défenseurs des musulmans noirs » (*Jama'at Ansar Al Muslimin Fi Bilad al-Sudan*).

relations de vassalité permettent de régler les litiges de façon informelle, plutôt que de passer par des tribunaux onéreux et corrompus. Mais elles créent également des obligations réciproques de protection et d'entraide qui nourrissent les réseaux clientélistes du pouvoir (Krings, 2004, p. 283).

Ainsi la corruption au Nigeria est-elle bien antérieure au boom pétrolier des années 1970, qui entraîna un afflux massif et soudain de devises étrangères. Dans le Borno à l'ère coloniale, il était assez fréquent de verser des bakchichs pour obtenir un poste dans la fonction publique (Cohen, 1967, p. 107 ; Tignor, 1993, pp. 175-202). Les Britanniques, quant à eux, avaient parfois déposé des chefs accusés de détournements de fonds et, trois ans avant l'indépendance en 1960, entreprirent de renvoyer ou d'emprisonner de nombreux responsables accusés de prévarication (Cohen, 1970, p. 198)<sup>98</sup>. Ces affaires étaient si courantes qu'elles expliquent le fort taux de rotation des fonctionnaires de l'administration territoriale du Borno : sur un échantillon de 38 chefs de districts recensés en 60 ans, Cohen (1964, p. 503) montre par exemple que 14 avaient été limogés et 16 transférés sur d'autres postes.

Le problème venait aussi de la répression d'actes qui, autrefois, n'étaient pas considérés comme des bakchichs mais comme des tributs ou des obligations religieuses dans le cadre de la dîme, la *zakat*. Avant l'introduction de frais de justice, les plaignants avaient par exemple l'habitude de donner des cadeaux aux juges (*alkali*) des tribunaux coutumiers et islamiques. Pour les rémunérer à moindre coût, les Britanniques ont alors autorisé les magistrats et les greffiers à continuer de toucher une partie des amendes et des peines qu'ils imposaient, de l'ordre de 10 % en cas de recouvrement d'une dette ou de versement de compensations à la famille d'une victime. De tels procédés ont pu aboutir à une inflation des sentences et ont poussé le colonisateur à salarier le personnel judiciaire au sortir de la Première Guerre mondiale. Les pratiques de versement de cadeaux n'en ont pas moins perduré jusqu'à nos jours.

À l'indépendance, le jeu des élections a ensuite contribué à renouveler les réseaux clientélistes et les échanges de services, cette fois en vue d'obtenir un maximum de voix. Le parti au pouvoir dans la région Nord du Nigeria n'a ainsi pas hésité à manipuler les résultats du recensement de 1963 pour demander une part plus importante des revenus de la fédération, par exemple dans le Gombe et le Taraba sur le Plateau du Mambilla, où il revendiquait 143 000 électeurs de sexe masculin, alors qu'on n'en avait compté que 88 500 (Hare, 2013, pp. 38, 143-145, 187). L'enjeu était d'autant plus important que, lors d'un premier dénombrement opéré en 1962, il avait perdu la majorité démographique qui conditionnait le nombre de sièges auxquels il pouvait prétendre au niveau national (cf. encadré 11). Le premier coup d'État militaire de 1966 et la guerre du Biafra ont alors opacifié le mode de gestion de l'État en consacrant

.....  
<sup>98</sup> Voir aussi les souvenirs du gouverneur britannique Sharwood Smith (1969, p. 256).

le recours au « secret-défense ». Sous prétexte de protéger les intérêts des régions septentrionales les moins éduquées et les moins développées, le processus de fédéralisation du Nigeria et la mise en place de quotas de recrutement ont également favorisé les avancements sur la base du clientélisme plutôt que de la compétence ou de l'expérience professionnelle.

### **Encadré 11**

#### **De la corruption par les statistiques : l'exemple précoce des recensements au Nigeria**

Les recensements de 1962 et 1963 sont le premier exemple connu de manipulation des statistiques à des fins frauduleuses dans le Nigeria postindépendance. Prématurément annoncés au bout d'un délai record de huit semaines, les résultats de 1962 furent d'abord révisés à la hausse, passant d'un total de 42 à 52 millions d'habitants, puis annulés à cause des protestations des Sudistes, redevenus minoritaires<sup>99</sup>. En 1963, les autorités ont donc dû multiplier le nombre d'agents recenseurs, passé de 45 000 à 180 000, et employer davantage de femmes alphabétisées du Sud pour mieux compter les foyers musulmans et illettrés dans le Nord<sup>100</sup>. Les unités de recensement ont cependant été annoncées à l'avance, ce qui a pu faciliter les manipulations. En outre, les opérations n'ont duré que quatre jours, contre deux semaines précédemment. Les Nordistes en ont profité pour reprendre l'avantage, avec près de 54 % d'un total avoisinant désormais les 56 millions d'habitants. Ce pourcentage allait même monter jusqu'à 64 % d'une population de 80 millions d'habitants au recensement de 1973, dont les résultats furent tout aussi controversés et officiellement annulés en 1975.

.....

99 Les résultats, en l'occurrence, ne reflétaient pas la cession de territoires du Sud du Nigeria au Cameroun en 1961. À 6 % par an, le taux de croissance démographique était quant à lui anormalement élevé, sans doute du fait de l'inflation des chiffres plutôt que du sous-dénombrement du dernier recensement organisé par les Britanniques, en 1953. De plus, il y avait eu de nombreuses irrégularités : les femmes recluses dans les foyers musulmans du Nord avaient été sous-estimées, un « village » de 20 000 âmes avait miraculeusement été « découvert » à Eket dans le Sud-Est, des recenseurs avaient dû être suspendus pour avoir compté deux fois les mêmes personnes et les politiciens avaient fait pression sur leurs électeurs en prétendant que de leur participation dépendait l'amélioration des services de base en milieu rural. (Udo, 1968, pp. 97-105 ; Yesufu, 1968, pp. 106-16 ; Mansell Prothero, 1956, pp. 166-183).

100 Les musulmans du Nord se sont préoccupés de recenser les femmes tardivement car, à l'Indépendance, le nombre de sièges parlementaires leur étant alloué était fixé par région et non par habitant. Les musulmans du Nord ont été autorisés à voter pour la première fois par un décret militaire de 1976, un droit ensuite inscrit dans la Constitution de 1979, qui institua un suffrage universel direct pour les élections présidentielles.

Avec la Seconde république, en 1979, le retour des civils au pouvoir n'a pas mis un terme au problème. Au contraire, l'épreuve des élections a exacerbé le clientélisme en incitant la classe dirigeante à acheter des voix et à surfacturer les contrats publics pour rétribuer ses soutiens. Les États du Borno et du Gongola accordèrent ainsi leurs suffrages à un homme d'affaires kanouri, Waziri Ibrahim, qui avait été impliqué dans un scandale de pots de vins avec l'avionneur américain Lockheed en 1975 (Panter-Brick, 1978, pp. 166-197). Quant aux grands programmes de développement agricole, ils tombèrent rapidement à l'arrêt, ruinés par la corruption puis démantelés par les objectifs de privatisation des plans d'ajustement structurel des années 1980. Soutenu par un prêt de 21 millions USD de la Banque mondiale en 1976, le *National Livestock Development Project* visait par exemple à promouvoir l'élevage en créant des aires de transhumance et de pâturage sur 115 000 hectares. Mais les infrastructures prévues dans le Nord-Est n'ont pas été entretenues, ou ne furent jamais mises en place<sup>101</sup>.

En 1983, le coup d'État de Muhammadu Buhari visait à purger la classe dirigeante, alors que le Nigeria s'enfonçait dans la crise économique. Les politiciens les plus compromis de la Seconde république furent emprisonnés... puis relâchés par le général Ibrahim Babangida, qui renversa Muhammadu Buhari, en 1985 (Ellis, 2016, p. 138). Certains furent même promus au gouvernement, qui leur restitua les biens confisqués. Le régime devint si corrompu qu'il dut faire le ménage dans ses propres rangs, en renvoyant par exemple un gouverneur militaire du Borno, Mohammed Lawan Maina, qui avait engagé des dépenses faramineuses lors d'une visite officielle du prince Charles et du général Ibrahim Babangida à Maiduguri, en 1990 (Siollun, 2013, p. 182). Arrivée au pouvoir par un autre coup d'État en 1993, la junte de Sani Abacha, un Kanouri, acheva ensuite de vider les caisses de l'État, en plaçant les fonds détournés sur des comptes offshore.

Dans un tel contexte, le retour des civils au pouvoir, en 1999, laissa un moment espérer un renouvellement et un assainissement de la classe politique. La Quatrième république cependant ne tarda pas à décevoir : en effet, les militaires surent se recycler dans les différentes instances de l'État, tandis que le jeu de la compétition électorale, conjugué à une plus grande transparence démocratique, mettait en évidence les pratiques de corruption pour acheter des voix ou récompenser les amis. En revendiquant une application plus stricte de la charia, les prêches de Mohamed Yusuf surent tout à la fois capitaliser sur la demande de justice sociale, le ressentiment des pauvres contre les nantis et la frustration des Kanouri, qui se sentaient exclus du pouvoir depuis l'élection à la tête du Nigeria, en 1999, d'un ancien général chrétien et yorouba, Olusegun Obasanjo.

.....  
101 De façon symbolique, même la plus vieille réserve forestière du pays (connue sous le nom de Gidan Jaja et créée en 1919 avant d'être transformée en aire de transhumance à Zamfara en 1957) a sombré, malgré un financement de l'Union européenne et de la coopération américaine jusqu'en 1997 (Kuna et Ibrahim, 2016, p. 207).

À partir de 2009, l'exécution extra-judiciaire du leader de la secte et la brutalité de la répression militaire firent le reste, en légitimant le djihad et en poussant des jeunes à rejoindre les rangs des rebelles pour échapper à une arrestation arbitraire et à une mort lente par la torture en prison (cf. encadré 12). Conduits par l'auteur, courant 2015, et confirmés par d'autres sources, début 2016, les entretiens menés avec des combattants de Boko Haram ont ainsi montré qu'une petite minorité seulement disait avoir rejoint le groupe pour gagner de l'argent ou par conviction religieuse, en l'occurrence quand la secte avait encore l'occasion de prêcher dans ses mosquées. La très grande majorité avait plutôt pris les armes pour se protéger ou pour venger des parents tués par les forces de sécurité, éléments contrevenant au récit que l'on fait habituellement des ressorts d'un grand complot djihadiste à l'échelle mondiale (Pérouse de Montclos, 2016*b*, pp. 878-895 ; Botha et Mahdi, 2016 ; UNDP, 2017). En pratique, le détournement des fonds destinés à équiper l'armée avait également permis à Boko Haram de marquer des points face à des soldats démoralisés et sous-payés, leurs salaires ayant été captés par des officiers véreux. Grâce à la corruption des forces de sécurité, les insurgés purent acheter ou récupérer des armes abandonnées par des troupes en retraite. Au sein de l'armée nigériane, les détournements de fonds avaient par ailleurs nourri le ressentiment des soldats contre leur hiérarchie et encouragé, dans les cas d'indiscipline les plus manifestes, des mutineries et des désertions.

### **Encadré 12**

#### **Quand la répression et les sanctions économiques alimentent l'insurrection et la crise humanitaire**

Les exactions des forces de l'ordre et les excès de la lutte contre le terrorisme ont pu être contreproductifs. C'est à la suite de bavures policières contre des membres de la secte qui refusaient de porter des casques de motos que, dans un premier temps, Mohamed Yusuf a appelé au djihad, en 2009. Son exécution extra-judiciaire a ensuite conduit le groupe à entrer dans la clandestinité et à chercher vengeance. En 2013, la déclaration d'un état d'urgence et l'extension des opérations de l'armée, des villes vers les campagnes, ont alors provoqué une explosion du nombre de victimes au Nigeria. Avec la MNJTF début 2015, enfin, la mise en place d'une coalition antiterroriste a étendu l'aire du champ de bataille et s'est accompagnée d'une augmentation très nette des attentats-suicides perpétrés par Boko Haram dans les quatre pays de la région (Warner et Matfess, 2017, p. 9). Après une phase d'apprentissage à partir de 2009, puis une certaine accalmie en 2013, on a assisté à une recrudescence du phénomène à partir de 2014-2015, en particulier contre des cibles civiles.

.../...

.../...

À cet égard, il convient de souligner que les insurgés ne sont pas seuls responsables des violences. À la suite d'un massacre commis par l'armée nigériane à Baga sur le lac Tchad en juin 2013, la Commission nationale des droits de l'homme mettait ainsi en garde contre la « crise humanitaire » que l'emploi de la force et les abus de la lutte antiterroriste n'allaient pas manquer de provoquer (National Human Rights Commission, 2013). La suite des événements lui donna raison. En dix années de conflit, de 2006 à 2016, les forces de sécurité nigérianes ont tué au moins la moitié des 33 000 morts civils et militaires, recensés par la base de données *NigeriaWatch* de l'université d'Ibadan à partir des articles de la presse locale et des rapports des organisations de défense de droits de l'homme<sup>102</sup>.

Un tel résultat n'est guère surprenant car, à l'échelle de l'ensemble du pays, la police et l'armée sont connues pour avoir la gâchette facile, en toute impunité, sans se préoccuper des règles de sommation. Les études du groupe de recherche *NigeriaWatch* montrent ainsi que les forces de sécurité nigérianes tirent et tuent dans plus de la moitié des cas de violences létales (émeutes, confrontations communautaires, assassinats ciblés, etc.) où elles interviennent, proportion qui a pu monter jusqu'à 80 % en ce qui concerne les militaires (Pérouse de Montclos, 2016a, pp. 112-140). Autrement dit, les événements prennent un tour encore plus sanglant lorsqu'elles arrivent pour restaurer l'ordre, pacifier la situation et, en principe, sauver des vies. Dans le cas de la lutte contre Boko Haram, le développement d'une stratégie de la terre brûlée, la fermeture des frontières et l'évacuation de certaines zones ont aussi alimenté la crise nutritionnelle en empêchant les fermiers, les éleveurs, les pêcheurs et les commerçants de vaquer à leurs occupations. Destinées à priver les insurgés de leurs sources de ravitaillement, les sanctions économiques de la coalition antiterroriste ont considérablement entravé les capacités de résilience de la population.

## *2.6. Un conflit exacerbé par la corruption et la suspicion*

Les impératifs de la lutte contre le terrorisme et du secret défense ont exacerbé la corruption dans le Nord-Est du Nigeria. En 2013, la proclamation d'un état d'urgence a notamment contribué à opacifier la gestion des ressources publiques. Sous l'égide de Ngozi Okonjo-Iweala, une ministre des Finances venue de la Banque mondiale, Abuja avait certes entrepris de publier tous les mois dans la presse les montants versés aux trente-six États de la fédération. Mais les vœux de transparence du pouvoir central ont vite montré leurs limites à l'échelon local. Au mieux, les assemblées des États ont publié des prévisions en début d'année budgétaire. En effet, la loi de responsabilisation fiscale (*Fiscal Responsibility*

.....  
102 <http://www.nigeriawatch.org/index.php?html=7>

*Act*) ne s'impose qu'au niveau fédéral. Quant au bureau de la dette (*Debt Management Office*), il n'a guère les moyens de réfréner les velléités d'emprunt des États fédérés et des collectivités locales, qui se sont souvent retrouvés au bord de la banqueroute en contournant toutes les règles de prudence pour obtenir des crédits à des taux prohibitifs.

Le gouvernement du Borno, lui, est le seul de la fédération nigériane à s'être dispensé de publier le moindre budget, qu'il s'agisse de ses revenus, de ses emprunts, de ses dépenses courantes ou de ses investissements en capital<sup>103</sup>. Comme les autres États, il disposait déjà d'une ligne budgétaire spéciale, le *security vote*, où il pouvait puiser des fonds de façon discrétionnaire. Officielle, cette caisse noire existe au niveau de toutes les collectivités locales du Nigeria et on estime que ses décaissements totalisent 5 % des dépenses gouvernementales à l'échelle du pays (Anderson et Matthew, 2017, p. 8). Sous divers prétextes sécuritaires, elle sert généralement à coopter des concurrents, à récompenser les alliés ou, au contraire, à éliminer les gêneurs en payant des hommes de main pour exécuter des basses besognes (Albin-Lackey 2007 ; Egbo, 2012, pp. 597-614).

Dans le cas du Borno, elle a permis au gouverneur Kashim Shettima (ANPP) de nourrir les clientèles du pouvoir et, selon plusieurs observateurs, de financer à Maiduguri l'achat de terrains, de stations services et de logements par le biais d'hommes-liges. Le *security vote* a aussi suppléé aux manquements du président Goodluck Jonathan (PDP), qui contrôlait la police nationale et qui était suspecté de laisser délibérément la situation s'envenimer dans le Nord-Est du Nigeria, fief de l'opposition. Le dispositif a notamment servi à financer des opérations de l'armée et des patrouilles de la CJTF, dont certains miliciens ont été placés sous la coupe d'un avocat ministre de la justice et successeur pressenti de Kashim Shettima, Kaka Shehu Lawan<sup>104</sup>.

Autre effet pervers de la lutte contre le terrorisme, la répression a attisé le ressentiment à l'égard d'autorités accusées de massacrer la population, d'abandonner les civils à leur triste sort, d'avoir passé des accords secrets avec les insurgés, et de chercher à prolonger le conflit pour régler des comptes et gagner de l'argent. La suspicion a pris différentes formes dans les quatre pays riverains du lac. À Maiduguri, en juillet 2009, le gouverneur Ali Modu Sheriff a d'abord été soupçonné d'avoir ordonné l'exécution extrajudiciaire de Mohamed Yusuf afin d'éviter tout procès susceptible de révéler ses arrangements passés avec les militants de Boko Haram pour gagner les élections régionales d'avril 2003 et 2007. À N'Djaména, en août 2015, la population a ensuite suspecté les autorités

.....  
<sup>103</sup> Voir, par exemple, les données des 35 autres États en ligne sur [yourbudget.com](http://yourbudget.com)

<sup>104</sup> Dans l'État voisin du Yobe, les versements du *security vote* en faveur de l'armée ou de la police ont apparemment été plus irréguliers, sur une base *ad hoc*, et auraient cessé après l'élection de 2015, quand le président Muhammadu Buhari est arrivé au pouvoir et s'est engagé à soutenir directement l'effort des militaires. Entretien de Marc-Antoine Pérouse de Montclos avec le gouverneur du Yobe, Ibrahim Geidam, à Abuja, en mai 2016.

d'avoir prestement exécuté, dès le lendemain de sa condamnation à mort, le cerveau des attentats-suicides de juin, Bana Faye (alias Mahamat Moustapha), afin de masquer sa collusion avec des militaires tchadiens pour se procurer des armes et leur revendre des voitures volées au Nigeria.

Dans leur version « complotiste », les populations du Sud du Nigeria et du Cameroun ont également soupçonné les Nordistes de l'opposition de soutenir Boko Haram pour déstabiliser, voire renverser les gouvernements des présidents Goodluck Jonathan et Paul Biya, tous deux chrétiens. À Abuja, au moment de la campagne pour les élections de 2015, les autorités ont laissé entendre que Muhammadu Buhari était un Frère musulman partisan de la charia. Boko Haram a été perçu comme l'expression revancharde des nordistes frustrés d'avoir perdu le pouvoir depuis la fin de la dictature militaire, en 1999. Dans le Sud, en particulier, le lobby de la *Christian Association of Nigeria* (CAN) a réveillé des peurs anciennes à propos de la poussée des djihadistes d'Ousmane dan Fodio vers la mer. Les soupçons se sont aussi exprimés sur le thème de la cinquième colonne au sein même du parti au pouvoir. À Yaoundé, on a ainsi accusé de complicité le vice-premier ministre kanouri, Amadou Ali, alors même que sa maison de Kolofata avait été attaquée par les insurgés en juillet 2014<sup>105</sup>. Les édiles locaux et les chefs coutumiers restés sur le terrain ont été particulièrement visés. Pris entre l'enclume et le marteau, ils ont en effet dû gérer les rapports de force du moment en l'absence de protection de la part des forces de sécurité, quitte à approvisionner les rebelles pour éviter d'être attaqués. Le maire de Fotokol au Cameroun et le président de la collectivité locale de Mafa au Nigeria ont par exemple été arrêtés en septembre 2014 et janvier 2017, accusés d'avoir abrité des membres de Boko Haram.

Les autorités, enfin, ont été soupçonnées de chercher à prolonger le conflit pour en tirer profit. Au Nigeria, l'armée a très largement bénéficié de l'augmentation des dépenses en armements, avec des contrats surfacturés et injustifiés. Au Niger, la population a par ailleurs suspecté le gouvernement d'avoir ordonné l'évacuation des rives de la Komadougou, puis des îles lac Tchad en mai 2015 pour libérer des terres agricoles au profit d'une société saoudienne, Al Horaish, qui avait signé un accord d'exploitation avec le conseil régional de Diffa en novembre 2014<sup>106</sup>. Les théories du complot ont ainsi abouti à un paradoxe significatif : d'un côté, elles ont révélé une grande méfiance à l'égard de l'autorité politique ; de l'autre, elles ont témoigné d'une demande de protection par les

.....  
<sup>105</sup> Les soupçons se sont également portés sur Marafa Hamidou Yaya, un opposant originaire du Nord et emprisonné depuis 2012 (Bertolt, 2017, p. 430).

<sup>106</sup> Passé dans le cadre d'un contrat de partenariat public-privé, le projet est d'autant plus critiqué qu'il laisse le soin à la municipalité d'indemniser les paysans et d'effectuer une étude d'impact environnemental dans un domaine qui ne relève pas de sa compétence. Alors que la production vivrière de la région ne couvre déjà pas les besoins alimentaires de la population, la filiale locale d'Al Horaish, « Fleuve Niger », a quant à elle pour objectif de développer une agriculture d'exportation en direction des grands marchés ouest-africains, essentiellement le Nigeria (Diori et Tchangari, 2016, pp. 8, 31).



services de l'État, voire d'un patriotisme qui a parfois pu transcender les clivages ethniques ou confessionnels, par exemple au Nigeria au moment de l'élection présidentielle de 2015.

## Références bibliographiques

Albin-Lackey C. (2007), *Criminal Politics. Violence, "Godfathers" and Corruption in Nigeria*, Human Rights Watch, New York.

Amselle J.-L. (2017), *Islams africains : la préférence soufie*, Editions Le Bord de l'eau, Lormont.

Anderson E. et P. Matthew (2017), *Weaponising Transparency: Defence Procurement Reform as a Counterterrorism Strategy in Nigeria*, Transparency International New York.

Andrew B. M. (2015), "Conflicts about Water in Lake Chad: Are Environmental, Vulnerability and Security Issues Linked?", *Progress in Development Studies* Vol. 15, n° 4.

Anyadike O. (2015), "Road to Redemption: Unmaking Boko Haram", *IRIN News*.

Apard E. (2015), « Boko Haram, le jihad en vidéo », *Politique africaine*, n° 138.

Bärbel F. (2004), "The Pains of Temporary Sojourning – Igbo Migrants at Lake Chad", in Krings, M. et E. Platte (dir.), *Living with the Lake. Perspectives on History, Culture and Economy of Lake Chad*, Cologne.

Ben Amara R. (2014), "'We Introduced sharia'. The Izala Movement in Nigeria as initiator of sharia-reimplementation in the north of the country: Some Reflections", in Chesworth J. et F. Kogelmann (dir.), *Shari'a in Africa Today : Reactions and Responses*, Brill, Leiden, pp. 125-145.

Benjaminsen T., A. Koffi, B. Halvard et J. Tove Buseth (2012), "Does Climate Change Drive Land-Use Conflicts in the Sahel?", *Journal of Peace Research* vol. 49, n° 1.

Bertolt B. (2017), « La construction de l'ennemi et les usages sociopolitiques des théories du complot dans la guerre contre Boko Haram », in Wassouni F. et A. A. Gwoda (dir.), *Boko Haram au Cameroun : dynamiques plurielles*, Peter Lang, Bruxelles, pp. 427-435.

Botha A. et A. Mahdi (2016), *Getting behind the Profiles of Boko Haram Members and Factors Contributing to Radicalisation Versus Working Towards Peace*, King Abdullah Bin Abdulaziz Centre for Interreligious and Intercultural Dialogue (KAICIID), Vienne.

- Bross M. (2002), « State and Perspective of Languages in Maiduguri », in Kawka R. (dir.), *From Bulamari to Yerwa to Metropolitan Maiduguri : Interdisciplinary Studies on the Capital of Borno State, Nigeria*, Köln, Köppe, pp. 103-116.
- Caldwell J. C. et C. Okonjo (dir.) (1968), *The Population of Tropical Africa*, Longmans, Londres.
- Cohen R. (1971), "Bornu and Nigeria: 'Political Kingdom' in a Troubled Nation", in Melson, R. et H. Wolpe (dir.), *Nigeria: modernization and the politics of communalism*, East Lansing, Michigan State University Press.
- Cohen R. (1970), "The Kingship in Bornu", in Crowder, M. et I. Obaro (dir.), *West African Chiefs: Their Changing Status under Colonial Rule and Independence*, Africana Pub. Corp., New York.
- Cohen R. (1967), *The Kanuri of Bornu*, Holt, Rinehart and Winston, New York.
- Cohen R. (1964), "Conflict and Change in a Northern Nigerian Emirate", in Zollschan, G. et W. Hirsch (dir.), *Explorations in social change*, Routledge et Kegan Paul, Londres.
- Devitt C. et R. Tol (2012), "Civil War, Climate Change and Development: A Scenario Study for Sub-Saharan Africa", *Journal of Peace Research*, vol. 49, n° 1.
- Diori I. et M. Tchangari (2016), *Convoitises foncières dans le bassin du lac Tchad au Niger*, Alternative Espaces Citoyens, Niamey.
- Dugate R. (1985), *The Conquest of Northern Nigeria*, Cass, Londres.
- Dynamique mondiale des jeunes (dir.) (2015), *L'enrôlement des jeunes dans les groupes armés au Cameroun*, Brot fuer die Welt, Service civil pour la paix au Cameroun, Berlin.
- Egbo O. (2012), "Security Votes in Nigeria: Disguising Stealing from the Public Purse", *African Affairs*, vol. 111, n° 445.
- Ellis S. (2016), *This Present Darkness. A History of Nigerian Organized Crime*, Hurst, Londres.
- Hare J. (2013), *Last Man in: The End of Empire in Northern Nigeria*, Neville & Harding, Benenden (Kent).
- Hiskett M. (1994), *The Course of Islam in Africa*, Edinburgh University Press, Edinburgh.
- Krings M. (2004), "Farming the Frontier – Hausa Migrants and the Politics of Belonging on the Former Lake Floor of Lake Chad (Nigeria)", in Krings, M. et E. Platte (dir.), *Living with the Lake. Perspectives on History, Culture and Economy of Lake Chad*, Köln, Rüdiger Köppe.

Kuna M. et J. Ibrahim (dir.) (2016), *Rural Banditry and Conflicts in Northern Nigeria*, Centre for Democracy and Development, Abuja.

Lugo L. (2010), *Tolerance and Tension: Islam and Christianity in Sub-Saharan Africa*, Pew Research Center, Washington DC.

Issa S. (dir.) (2014), *Effets économiques et sociaux des attaques de Boko Haram dans l'Extrême-Nord du Cameroun*, Kaliao, Maroua.

Magrin G., J. Lemoalle et R. Pourtier (dir.) (2015), *Atlas du Lac Tchad*, Passages, Paris.

Mansell Prothero R. (1956), "The Population Census of Northern Nigeria 1952: Problems and Results", *Population Studies* vol. 10, n° 2.

Mustafa B. (2016), *Gifts and Graft : How Boko Haram Uses Financial Services for Recruitment and Support*, Mercy Corps, Portland (Orgeon).

National Human Rights Commission (2013), *The Baga Incident and the Situation in North-East Nigeria: An Interim Assessment and Report*, NHRC, Abuja.

NESTS (2014), *North East States Transformation Strategy*, Shamsuddeen Usman and Associates, Abuja.

Noray (de) M.-L. (2002), *Waza Logone. Histoires d'eaux et d'hommes*, Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources, Cambridge.

Odumosu O., O. Rasheed et S. Alonge (2009), *Mapping the Activities of Faith-based Organizations in Development in Nigeria*, Religions and Development Working Paper n° 38, Birmingham.

Okpara U.T., L.C. Stringer, A.J. Dougill et M.D. Bila (2015), "Conflicts about Water in Lake Chad: Are Environmental, Vulnerability and Security Issues Linked?", *Progress in Development Studies* 15, 4, pp. 308-325.

Okpara U., L. D. Stringer et R. Tignor (1993), "Political Corruption in Nigeria Before Independence", *The Journal of Modern African Studies*, vol. 31, n° 2.

Ostien P. (2012), *Percentages By Religion of the 1952 and 1963 Populations of Nigeria's Present 36 States*, Nigeria Research Network Background Paper, No. 1, Oxford.

Panter-Brick K. (Ed.) (1978), *Soldiers and Oil: The Political Transformation of Nigeria*, Frank Cass, Londres.

Pape R. (2006), *Dying to Win: The Strategic Logic of Suicide Terrorism*, Random House, New York.

Pérouse de Montclos M.-A. (2017a), « Boko Haram : un conflit appelé à durer », *Les grands dossiers de diplomatie*, n° 42.

Pérouse de Montclos M.-A. (2017b), « Le djihad sahélien à l'épreuve de l'histoire », *Études*, n° 4239.

Pérouse de Montclos M.-A. (2017c), “Boko Haram: A Jihadist enigma in Nigeria”, in Hentz, J. et H. Solomon (dir.), *Understanding Boko Haram: Terrorism and Insurgency in Africa*, Routledge, Londres.

Pérouse de Montclos M.-A. (2016a), *Violence in Nigeria: A Qualitative and Quantitative Analysis*, Ibadan, IFRA-Nigeria, Leiden, African Studies Centre, Wapos Series n° 3, chapitre 6.

Pérouse de Montclos M.-A. (2016b), “A Sectarian Jihad in Nigeria: The Case of Boko Haram”, *Small Wars & Insurgencies*, Vol. 27, n° 5.

Pérouse de Montclos M.-A. (dir.) (2015), *Boko Haram: Islamism, Politics, Security, and the State in Nigeria*, Tsehai, Los Angeles.

Pérouse de Montclos M.-A. (2014), *Nigeria's Interminable Insurgency? Addressing the Boko Haram Crisis*, Research Paper, Chatham House, Londres.

Pérouse de Montclos M.-A. (2013), « Le Nigeria à l'épreuve de l'islamisme », *Politique étrangère*, n° 3.

Pérouse de Montclos M.-A. (2012), « Boko Haram et le terrorisme islamiste au Nigeria : insurrection religieuse, contestation politique ou protestation sociale ? », *Question de Recherche*, n° 40, Centre d'études et de recherches internationales, Paris.

Pérouse de Montclos M.-A. (2005), « États, ONG et prévention des conflits dans les pays du Sud : quelques éléments de réflexion », in Bagayoko-Penone, N. et B. Hours (dir.), *État, ONG et production de normes sécuritaires dans les pays du Sud*, L'Harmattan, Paris.

Pérouse de Montclos M.-A. (1998), « La drogue au Nigeria, une affaire d'État », *Le Monde diplomatique*.

Planhol (de) X. (1968), *Les fondements géographiques de l'histoire de l'islam*, Flammarion, Paris.

PINE (2014), *The PINE Long-Term Economic Reconstruction And Redevelopment Plan 2015–2020: Initiatives, Strategies and Implementation Framework*, Presidential Initiative for the North East, Abuja.

Platte E. (2004), « Sex, Drugs and Goge – The Amusement Quarter of Jibrillarum », in Krings, M. et E. Platte (dir.), *Living with the Lake. Perspectives on History, Culture and Economy of Lake Chad*, Rüdiger Köppe, Köln.

Platte E. (2001), “Common Quarrels – Individuals Solutions, Coping with Conflicts in the Lake Chad.

Platte E. (2000), “Pioneers in the Lake. Female Migrants in the Lake Chad Region of Northeastern Nigeria”, in Knörr, J. et B. Meier (dir.), *Women and Migration*, St Martin's Press, New York.

Sharwood Smith B. (1969), *Recollections of British Administration in the Cameroons and Northern Nigeria, 1921–1957: But Always as Friends*, Durham (N.C.), Duke University Press.

Siollun M. (2013), *Soldiers of Fortune. Nigerian Politics from Buhari to Babangida 1983–1993*, Casava Republic Press, Abuja.

Slettebak R. (2012), “Don’t Blame the Weather! Climate-Related Natural Disasters and Civil Conflict”, *Journal of Peace Research*, vol. 49, n° 1.

Smith M. G. (1965), *The Plural Society in the British West Indies*, University of California Press, Berkeley.

Udo R. K. (1968), “Population and Politics in Nigeria”, in Caldwell, J. C. et C. Okonjo (dir.), *The Population of Tropical Africa*, Longmans, Londres.

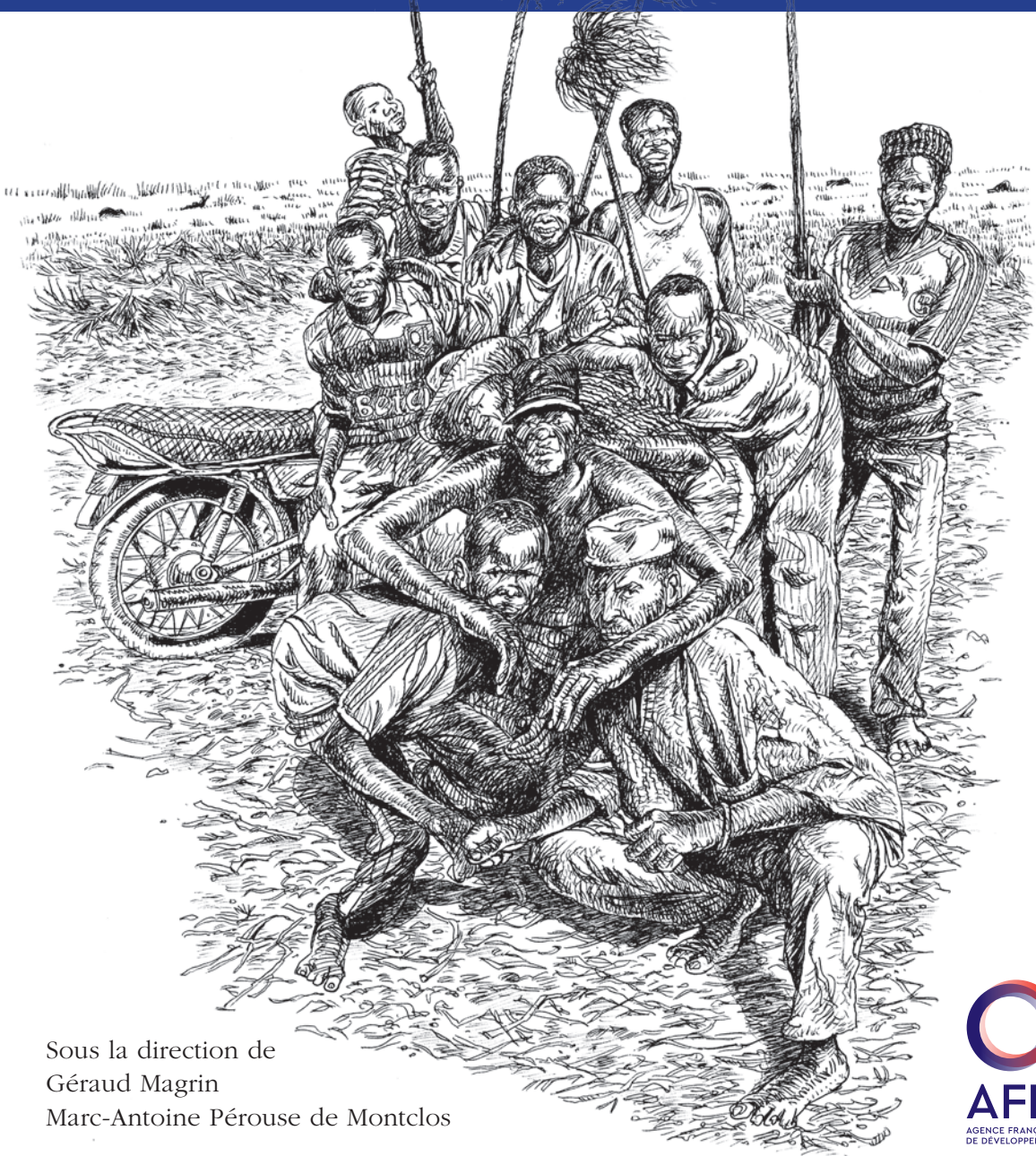
UNDP (2017), *Journey to Extremism in Africa: Drivers, Incentives and the Tipping Point for Recruitment*, New York.

Warner J. et H. Matfess (2017), *Exploding Stereotypes: Unexpected Operational and Demographic Characteristics of Boko Haram’s Suicide Bombers*, West Point (NY), Combating Terrorism Center, United States Military Academy.

Yesufu T. M. (1968), “The Politics and Economics of Nigeria’s Population Census”, in Caldwell J. C. et C. Okonjo (dir.) (1968), *The Population of Tropical Africa*, Columbia University Press, New York.

# Crise et développement

## La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram



Sous la direction de  
Géraud Magrin  
Marc-Antoine Pérouse de Montclos

# Crise et développement

## La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram

Sous la direction de :  
Géraud Magrin et Marc-Antoine Pérouse de Montclos

Avec les contributions de : Sylvain Aoudou Doua, Emmanuel Chauvin,  
Zakinet Dangbet, Goudoum Pierre Don-Donné, Ahmat Hessana, Adam Higazi,  
Hadiza Kiari Fougou, Jacques Lemoalle, Géraud Magrin, Abdourahmani  
Mahamadou, Kyari Mohammed, Marc-Antoine Pérouse de Montclos,  
Christine Raimond, Charline Rangé, Ahmadu Abubakar Tafida,  
Abdullahi Liman Tukur et Félix Watang Zieba.

## AVERTISSEMENT

Les analyses et conclusions de cet ouvrage sont formulées sous la responsabilité des auteurs du texte et de celui de l'appareil documentaire. Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'AFD ou de ses institutions partenaires.

Retrouvez nos publications sur : <http://editions.afd.fr/>

Directeur de la publication : Rémy Rioux

Directeur de la rédaction : Gaël Giraud

Adaptation de la couverture : Flexedo.

Couverture : Jeunes de différentes origines venus tenter leur chance sur les rives du lac

Dessins : Christian Seignobos

Date de parution : avril 2018

Réalisation : Flexedo, [info@flexedo.com](mailto:info@flexedo.com)

Cartographie : Pauline Gluski

Imprimé par :



# Sommaire

Avant-propos . . . . .	5
Présentation des auteurs . . . . .	7
Résumé . . . . .	9
Introduction . . . . .	13
<b>Partie 1. La région du lac Tchad avant Boko Haram . . . . .</b>	<b>23</b>
Chapitre 1. Le système régional : environnement, populations et ressources. . . . .	25
<i>Ce qu'il faut retenir</i> . . . . .	25
1. <i>Hydrologie et environnement</i> . . . . .	25
2. <i>Dynamiques du peuplement et activités</i> . . . . .	38
3. <i>Les circulations marchandes, moteur du système régional</i> . . . . .	59
<i>Références bibliographiques</i> . . . . .	69
Chapitre 2. Développement et gouvernance : un espace fragile. . . . .	75
<i>Ce qu'il faut retenir</i> . . . . .	75
1. <i>Le développement dans la région avant Boko Haram : des périphéries nationales en voie d'intégration (trop) lente ?</i> . . . . .	75
2. <i>Des États faibles aux modes de gouvernance hybrides</i> . . . . .	92
3. <i>Sociétés, conflits et insécurités</i> . . . . .	106
<i>Références bibliographiques</i> . . . . .	120
<b>Partie 2. Boko Haram et la situation en 2017 . . . . .</b>	<b>127</b>
Chapitre 3. L'émergence de Boko Haram et la diffusion progressive du conflit . . . . .	129
<i>Ce qu'il faut retenir</i> . . . . .	129
1. <i>L'évolution et l'extension du conflit : 2003-2017</i> . . . . .	132
2. <i>Les controverses sur les causes du conflit</i> . . . . .	142
<i>Références bibliographiques</i> . . . . .	160

Chapitre 4. La recomposition du système régional . . . . .	167
<i>Ce qu'il faut retenir</i> . . . . .	167
1. <i>Hydrologie et environnement</i> . . . . .	168
2. <i>Les contraintes sur les résidences et les mobilités</i> . . . . .	171
3. <i>Mobilités et activités rurales : contraintes et incertitudes</i> . . . . .	177
4. <i>Les circulations : la nouvelle hiérarchie des polarités régionales</i> . . . . .	185
<i>Références bibliographiques</i> . . . . .	192
Chapitre 5. Régime humanitaire, tensions sociales et enjeux de développement . . . . .	195
<i>Ce qu'il faut retenir</i> . . . . .	195
1. <i>Le constat à l'été 2017 : une juxtaposition de crises</i> . . . . .	195
2. <i>Les réponses à la crise</i> . . . . .	202
<i>Références bibliographiques</i> . . . . .	214
<b>Partie 3. Réflexions prospectives (sur 20 ans)</b> . . . . .	<b>217</b>
Chapitre 6. Les variables-clés . . . . .	219
<i>Ce qu'il faut retenir</i> . . . . .	219
1. <i>Les variables sur lesquelles les politiques publiques n'ont pas ou peu de prise.</i> . . . . .	219
2. <i>Les variables sur lesquelles les politiques publiques peuvent avoir une prise.</i> . . . . .	228
<i>Références bibliographiques</i> . . . . .	240
Chapitre 7. Options de politiques et scénarios . . . . .	243
<i>Ce qu'il faut retenir</i> . . . . .	243
1. <i>Les options de politique.</i> . . . . .	243
2. <i>Les scénarios</i> . . . . .	251
<i>Références bibliographiques</i> . . . . .	257
<b>Annexes. Indicateurs et données sentinelles</b> . . . . .	<b>261</b>
Annexe 1. Les problèmes méthodologiques . . . . .	263
Annexe 2. Les indicateurs possibles . . . . .	269
Table des illustrations . . . . .	283
Liste des sigles et abréviations . . . . .	287

# Avant-propos

Le présent document constitue l'étude de référence réalisée par l'Institut de recherche pour le développement (IRD) sur la région du lac Tchad en réponse aux termes de référence de l'Agence Française de Développement (AFD). Ses principaux résultats sont tirés d'ateliers et de missions de terrain réalisés entre mars et juin 2017. Le texte a été finalisé en octobre 2017.

L'introduction a été rédigée par Géraud Magrin et Marc-Antoine Pérouse de Montclos.

Le chapitre 1 a été rédigé par Emmanuel Chauvin, Charline Rangé, Jacques Lemoalle, Géraud Magrin, Christine Raimond, Sylvain Aoudou Doua, Hadiza Kiari Fougou, Abdourahmani Mahamadou, Ahmadu Abubakar Tafida et Abdullahi Liman Tukur.

Le chapitre 2 a été rédigé par Marc-Antoine Pérouse de Montclos, Géraud Magrin, Emmanuel Chauvin et Charline Rangé.

**Le chapitre 3 a été rédigé par Marc-Antoine Pérouse de Montclos.**

Le chapitre 4 a été rédigé par Charline Rangé, Emmanuel Chauvin, Christine Raimond, Sylvain Aoudou Doua, Zakinet Dangbet, Adam Higazi, Hadiza Kiari Fougou, Abdourahmani Mahamadou, Kyari Mohammed, Ahmadu Abubakar Tafida, Abdullahi Liman Tukur et Félix Watang Zieba.

Le chapitre 5 a été rédigé par Marc-Antoine Pérouse de Montclos, Géraud Magrin, Charline Rangé, Ahmat Hessana et Goudoum Pierre Don-Donné.

Le chapitre 6 a été rédigé par Géraud Magrin, Marc-Antoine Pérouse de Montclos, Emmanuel Chauvin, Charline Rangé et Christine Raimond.

Le chapitre 7 a été rédigé par Géraud Magrin, Marc-Antoine Pérouse de Montclos et Jacques Lemoalle.

L'annexe 1 a été rédigée par Marc-Antoine Pérouse de Montclos.

L'annexe 2 a été rédigée par l'ensemble de l'équipe.

L'étude a par ailleurs bénéficié de la relecture de deux chercheurs de l'IRD, à savoir Christian Seignobos et Florence Sylvestre. Qu'ils en soient ici remerciés.